DELEGATION DE Monsieur Jean-Charles PALAU

D-2013/537
SAEML RÉGAZ-BORDEAUX. Rapport annuel d'activité et financier de l'exercice clos le 30/09/2012. Information

Monsieur Jean-Charles PALAU, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

L'exercice 2011-2012 est le cinquième exercice depuis la création du Groupe Gaz de Bordeaux, issu de la restructuration juridique qui a consisté à séparer les activités de réseau et distribution (« Régaz ») de celles de fourniture d'énergie et commercialisation (« Gaz de Bordeaux »).

Le Groupe Gaz de Bordeaux est ainsi constitué des sociétés suivantes :

- la SAEML Régaz, société mère du Groupe, dans laquelle la Ville de Bordeaux est actionnaire à hauteur de 51,22% du capital,
- la SAS Gaz de Bordeaux (détenue à 66% par la SAEML Régaz),
- la société GNV de Bordeaux (détenue à 51% par la SAS Gaz de Bordeaux), et
- la société Mixener (détenue à 100% par la SAEML Régaz).

I. L'ENERGIE TRANSITEE ET LE CHIFFRE D'AFFAIRES

1. Données climatiques

L'exercice 2011/2012 a connu une climatologie légèrement plus douce que l'exercice précédent avec 1.495 degrés jours enregistrés contre 1.508 en 2010/2011, soit une baisse de 0,9% générant une diminution de la quantité d'énergie acheminée.

2. Développement commercial

Outre l'effet « climatologie », la quantité d'énergie acheminée dépend aussi du développement commercial mis en œuvre par Régaz. Sur l'exercice 2011/2012, les nouveaux raccordements au réseau gaz naturel permettent d'enregistrer 37,7 GWh de consommation prévisionnelle contre 30,99 GWh sur 2010/2011, soit une hausse de 21,7%.

Les 37,7 GWh de consommation prévisionnelle se répartissent de la manière suivante :

- 26,4 GWh pour le marché de l'habitat (contre 21,06 GWh sur 2010/2011) ;
- 11,3 GWh pour le marché professionnel (contre 9,93 GWh sur 2010/2011).

Par rapport aux objectifs fixés pour 2011/2012, les placements sur le marché de l'habitat atteignent 179% de l'objectif en nombre de logements (5.433 logements) et 137% de l'objectif en GWh (26,4 GWh).
Le résultat satisfaisant sur le marché de l'habitat est principalement lié à l'arrivée de la Réglementation Thermique 2012 et au contexte énergétique global : le gaz apporte une solution technique aux contraintes réglementaires sur le neuf, en se positionnant comme le complément idéal des énergies renouvelables et l'énergie du BBC (Bâtiment Basse Consommation).

Le marché professionnel réalise, quant à lui, 87% de son objectif de placement 2011/2012, avec 11,3 GWh de consommation.

3. Chiffre d'affaires d'acheminement du gaz

Sur l'exercice 2011/2012, la quantité d'énergie acheminée ressort en baisse de 3,9% et le chiffre d'affaires d'acheminement du gaz diminue de 7,3% (baisse du tarif ATRD de 0,75% au 01/07/2011 puis hausse de 1,37% au 01/07/2012) :

	2010-2011	2011-2012
Quantité d'énergie acheminée (en GWh)	4.595	4.415
Chiffre d'affaires d'acheminement du gaz (en K€)	60.360	55.959

Au chiffre d'affaires d'acheminement du gaz, s'ajoutent également les prestations intra-groupe et extérieures (8.283 K€ sur 2011/2012) : facturation de prestations aux filiales mais aussi facturation liée aux travaux de déplacement de réseau, location de compteurs…

Le chiffre d'affaires global de la SAEML Régaz atteint ainsi 64.244 K€ sur 2011/2012, soit une baisse de 6% par rapport à l'exercice précédent (68.353 K€ sur 2010/2011).

II. LES INVESTISSEMENTS – PRODUCTION IMMOBILISEE

Sur l'exercice 2011/2012, la production stockée et immobilisée s'élève à 15.612 K€ (versus 12.577 K€ sur 2010/2011) et consiste en :

- **14,6 millions d'euros d'investissements sur le réseau :**

- **Développement et densification des ouvrages (2 millions d'euros d'investissement) :**

Extension de 15.583 mètres linéaires de canalisations, permettant d'alimenter 1.294 nouveaux points de comptage.
Densification, avec la création de 1.015 points de comptage supplémentaires.

- **Qualité de la fourniture et exploitation courante (12,6 millions d'euros d'investissement) :**

Elimination de 21,9 km de réseau fonte pour 6,9 millions d'euros.
Déplacement de 5.787 mètres linéaires de canalisations au titre du tramway, pour 2,8 millions d'euros.
Ilotage du réseau basse pression pour 0,2 million d'euros (25 opérations de démaillage et de mises en place de postes de détente).
Modernisations d'immeubles anciens pour 0,4 million d'euros.
Divers pour 2,3 millions d'euros.

- **1 million d'euros d'investissements en logiciels.**

III. EVOLUTION DU RESULTAT NET DE L'EXERCICE

Le résultat net de l'exercice 2011/2012 de la SAEML Régaz s'établit à 7.157 K€ (11,1% du chiffre d'affaires), contre 7.182 K€ sur l'exercice précédent (10,5% du chiffre d'affaires).

Au titre de l'exercice 2011/2012, un dividende de 3.866.500 € a été versé aux actionnaires, dont 1.980.279 € à la Ville de Bordeaux.

Pour votre complète information, vous trouverez ci-après :

- les soldes intermédiaires de gestion de la SAEML Régaz,
- les comptes sociaux de la SAEML Régaz, et
- les comptes consolidés du Groupe Gaz de Bordeaux.

Je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en prendre acte.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION – SAEML REGAZ

Compte de résultat REGAZ (en K€)	2010/2011	2011/2012
Chiffre d'affaires	68 353	64 244
% variation	-	*-6,0%*
+/- production stockée et immobilisée	12 577	15 612
- achats consommés	-3 221	-3 467
Marge brute	77 709	76 389
% CA	*113,7%*	*118,9%*
- charges externes	-22 685	-22 965
Valeur ajoutée	55 024	53 424
% CA	*80,5%*	*83,2%*
- impôts et taxes	-1 778	-1 784
- salaires et traitements	-13 559	-13 272
- charges sociales	-9 572	-8 777
Excédent brut d'exploitation	30 115	29 591
% CA	*44,1%*	*46,1%*
- dotations aux amortissements et provisions d'exploitation nettes des reprises	-13 458	-12 397
+/- autres produits et charges	-2 771	-2 998
Résultat d'exploitation	13 886	14 196
% CA	*20,3%*	*22,1%*
+ produits financiers	1 446	1 061
- charges financières	-2 469	-2 178
- dotations aux provisions financières nettes	0	0
= résultat financier	-1 023	-1 117
+ produits exceptionnels	2 035	710
- charges exceptionnelles	-1 579	-1 430
- dotations aux provisions exceptionnelles nettes	0	0
= résultat exceptionnel	456	-720
- participation des salariés	-567	-513
- impôts sur les sociétés	-5 570	-4 689
Résultat net	7 182	7 157
% CA	*10,5%*	*11,1%*

SAEML RÉGAZ-BORDEAUX

COMPTES SOCIAUX 2011-2012

Assemblée Générale du 28 mars 2013

RÉGAZ BORDEAUX
Porteur d'énergie

TABLE DES MATIERES

NOTE LIMINAIRE 1

RESULTAT 2011-2012 2
1. L'énergie transitée 3
1.1 Les données climatiques 3
1.2 Développement commercial 4
1.1.1. Marché Habitat 4
1.1.1.1. Habitat neuf 5
1.1.1.2. Habitat existant 5
1.1.2. Marché Professionnel 5
1.2. Le chiffre d'affaires d'acheminement 6
2. Prestations et travaux 7
3. Production immobilisée 8
3.1. Les investissements réseaux 8
3.1.1. Développement et diversification 8
3.1.1.1. Extensions commerciales 8
3.1.1.2. Densification 8
3.1.2. Qualité de la fourniture et exploitation courante 8
3.1.2.1. Elimination des réseaux fonte 8
3.1.2.2. Tramway 8
3.1.2.3. Changements de compteurs / détendeurs 9
3.1.2.4. Renouvellement sur programme de tiers 9
3.1.2.5. Ilotage réseau BP 9
3.1.2.6. Modernisation immeubles anciens 9
3.1.2.7. Renforcement et maillage technique 9
3.1.2.8. Protection des branchements existants 10
3.1.2.9. Divers 10
3.1.3. Autres investissements 10
3.2. Les investissements logiciels 10
4. Les achats 10
5. Services extérieurs 11
6. Autres services extérieurs 11
7. Impôts et taxes 11
8. Frais de personnel 11
9. Autres charges de gestion courante 11
10. Amortissements et provisions 12
11. Résultat financier 12
12. Résultat exceptionnel 12
13. Résultat net 12
14. Résultat de gestion 13
15. Suivi budgétaire des investissements hors réseau 15

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT 16
16. Bilan actif 17
17. Bilan passif 18
18. Compte de résultat 19
19. Variation des flux de trésorerie 20

ANNEXES 22
20. Règles et méthodes comptables 23
21. Tableau de variation du crédit-bail 24
22. Composition du capital social et évolution des fonds propres 24

NOTES RELATIVES AU BILAN ACTIF 26
23. Immobilisations incorporelles 27
24. Immobilisations corporelles 28
24.1. Immobilisations apportées par la Ville 28
24.2. Immobilisations mises en concession par le concédant 29
24.3. Immobilisations mises en concession par le concessionnaire 30
24.4. Autres immobilisations corporelles 30
25. Immobilisations financières 31
26. Amortissements 32
27. Stocks 34
28. Créances 35
29. Produits à recevoir 36
30. Trésorerie 37
31. Comptes de régularisation 37

NOTES RELATIVES AU BILAN PASSIF 38
32. Provisions pour risques et charges 39
33. Emprunts et dettes financières 42
34. Autres dettes 43
35. Charges à payer 44

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT 46
36. Analyse du chiffre d'affaires 47
37. Autres produits d'exploitation 47
38. Effectifs 47
39. Charges d'exploitation 48
40. Résultat financier 49
41. Résultat exceptionnel 50

ENGAGEMENTS HORS BILAN 52
42. Primes commerciales 53
43. Engagements financiers 53
44. Fin du contrat de concession 53
45. Contra de concession du Taillan 53
46. Droit de suite 54
47. Entreprises liées 54
48. Imposition différée 54
49. Résultats de la société au cours de cinq derniers exercices 55
50. Participation 56

NOTE LIMINAIRE

Le document présenté comprend deux parties.

- La première porte sur le compte de résultat détaillé accompagné d'un commentaire et des réalisations d'investissements.

- La seconde est constituée des informations légales obligatoires.

RESULTAT 2011 – 2012

1 L'énergie transitée

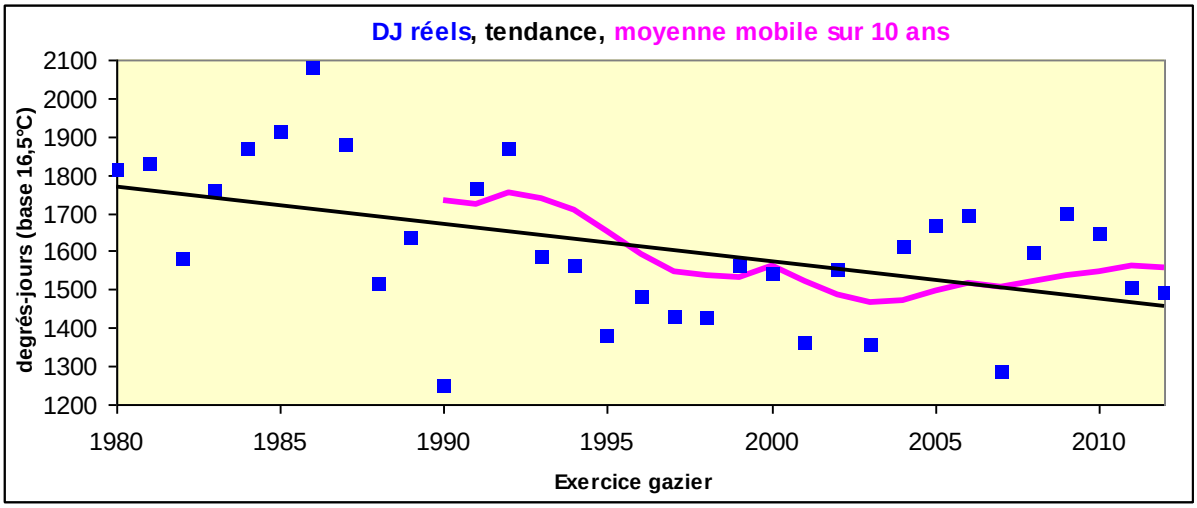
1.1 Les données climatiques

L'exercice 2011-2012 a vu une climatologie en dessous du budget avec 1 495 DJU enregistrés, soit moins 1,12 % par rapport à la référence budgétaire (1 512 DJU).

	2010/2011	Prévus 2011-2012	Réel 2011-2012
Degrés jours (base 16,5°C)	1 508	1 512	1 495
Moyenne trentenaire DJ	1 602		1 599
Moyenne décennale DJ	1 563		1 553

Tmj maxi	28,35 °C	le 18 août 2012
Tmj mini	- 5,80 °C	le 8 février 2012

Cette année nous avons atteint une température minimale moyenne de –5,80°C le 8 février 2012, le débit de pointe atteint sur cette journée est de **48 099 392 kWh/j**. Ce débit constitue un record pour une journée. La précédente pointe datait du 8 janvier 2009 avec une température minimale moyenne de -3,6°C et une pointe de **47 064 896 kWh/j**.



1.2 Développement commercial

Le volume de gaz transité dépend également du développement commercial qui se répartit comme suit par marché :

Marché	Budget	Réel
Habitat	19,3 GWh	26,4 GWh
Professionnel	13,0 GWh	11,3 GWh
Total	**32,3 GWh**	**37,7 GWh**

1.2.1 MARCHE HABITAT :

Le gaz naturel avait perdu sa position dominante sur le marché des logements neufs collectifs privés dans les années 90 avec le développement de la production électrique nucléaire en France et le boom du chauffage électrique.

Dans les années 2000, la croissance de la production de logements investisseurs aidée par les dispositifs de défiscalisation successifs pénalise à nouveau la performance du gaz naturel dans la construction de logements collectifs.

Aujourd'hui, la volonté des pouvoirs publics de valoriser les logements performants, à travers le dispositif Scellier BBC notamment, redonne aux solutions gaz naturel une position dominante.

Sur le marché de la maison individuelle neuve, depuis 2005, le taux de performance du gaz naturel est passé de 60% à 20%, avec un choix privilégié des accédants pour des solutions d'équipement électrique face à un coût croissant de la construction.

L'arrivée de la Réglementation Thermique 2012, anticipée progressivement depuis 2010 à travers le label BBC, permet au gaz naturel de renforcer ses atouts dans la construction neuve et de trouver un nouveau positionnement.

	OBJECTIF 2011/2012		RESULTAT		% de résultat	% de résultat
	Total Logts	Total GWh	Total Logts	Total GWh	En logt	En GWh
HABITAT NEUF	**2 795**	**14,90**	**5 253**	**20,37**	***188%***	***137%***
Collectif	2 625	13,00	5 052	18,22	***192%***	***140%***
Individuel	170	1,90	201	2,15	***118%***	***113%***
HABITAT EXISTANT	**235**	**4,40**	**180**	**2,48**	***77%***	***56%***
Collectif	100	2,30	67	0,52	***67%***	***22%***
Individuel	135	2,10	113	1,97	***84%***	***94%***
Affaires exceptionnelles (Ginko)				**3,58**		
TOTAL	**3 030**	**19,30**	**5 433**	**26,43**	***179%***	***137%***

1.2.1.1 HABITAT NEUF :

187% de l'objectif en nombre de logements et 136 % de l'objectif en GWh.

Le marché de l'immobilier a explosé sur l'agglomération bordelaise en 2011 avec une augmentation supérieure à 100% des mises en chantier de logements collectifs. Cette croissance en volume de marché combinée à la hausse de notre taux de performance (60%), nous permet de concrétiser
5 025 logements en gaz naturel. Ce résultat dépasse largement l'objectif calculé sur une prévision du marché bien plus faible.

70% des logements commandés sont réalisés en usages individuels et 30% en chaufferie collective.

Sur le marché de l'individuel, l'approche de la mise en application de la nouvelle réglementation thermique au 1er Janvier 2013 a contraint les constructeurs de maisons individuelles à se questionner sur les solutions à mettre en œuvre, réflexion qui a bénéficié au positionnement de notre énergie sur la fin de l'exercice.

Par ailleurs, nous enregistrons en affaire exceptionnelle l'alimentation de la chaufferie gaz naturel qui vient en appoint de la chaufferie bio masse du réseau de chaleur du projet GINKO. Aménagé par l'opérateur Bouygues, ce projet totalise 2 149 logements et représente une consommation annuelle prévisionnelle 3,58 GWh.

1.2.1.2 HABITAT EXISTANT :

77 % de l'objectif en nombre de logements et 56 % de l'objectif en GWh.

Le marché de l'existant n'affiche pas encore les résultats escomptés, marché peu réglementé qui sera le marché cible de diminution des consommations d'énergie d'ici 2020.

C'est cependant un secteur où le gaz naturel commence à reconquérir des parts de marchés, notamment sur l'individuel, avec la chute des ventes de PAC électriques.

1.2.2 MARCHE PROFESSIONNEL :

Le marché professionnel réalise 87% de son objectif de placement.

Après 2 années en repli, le marché professionnel neuf retrouve un niveau proche de celui de 2008.
La dynamique de l'agglomération bordelaise attire les nouveaux projets. De plus, les collectivités doivent investir dans de nouveaux équipements publics pour satisfaire à l'augmentation du nombre d'habitants induit par la construction de nouveaux logements.
Dans ce contexte, le gaz naturel se positionne en complément idéal des énergies renouvelables pour atteindre les objectifs du Grenelle de l'environnement. Les nouvelles règles de construction bioclimatique mises en avant par la nouvelle réglementation thermique devraient permettre de repositionner l'offre gaz naturel.

Cependant, les secteurs d'activités bureaux et commerces représentent respectivement 18% et 26% du marché de la construction de locaux en 2011 sur les communes Régaz. Ils sont peu captifs au gaz naturel en raison de leurs besoins prioritaires en climatisation ou rafraîchissement.

En revanche, le Gaz Naturel conserve sa place de leader dans le process industriel. Cependant, la Gironde reste un des départements les moins industrialisés. Nous enregistrons 3,954 GWh avec 12 projets sur le secteur d'activités industrie/artisanat.

	OBJECTIF 2011/2012 en GWh	Résultat		% Résultat
		GWh	Projet	
NEUF	**9,00**	**6,56**	**62**	***73%***
Décideurs Privés	*7,00*	*4,81*	*49*	*69%*
Décideurs Publics	*2,00*	*1,75*	*13*	*87%*
EXISTANT	**4,00**	**4,77**	**27**	***119%***
Décideurs Privés	2,00	3,50	22	*175%*
Décideurs Publics	2,00	1,27	5	*64%*
TOTAL	**13,00**	**11,33**	**89**	***87%***

1.3 Le chiffre d'affaires d'acheminement

Rappel du budget : 59,2 M€
Réalisé : 55,9 M€

Pour un point de sortie à 1 495 DJ, l'énergie transitée est de 4 415 GWh :

- en baisse de 4,0 % par rapport à 2010-2011 (4 595 GWh)
- en baisse de 5,2 % par rapport à la référence budgétaire (4 652 GWh).

Depuis 3-4 ans, nous constatons une confirmation à la baisse de l'énergie acheminée. En effet si nous regardons les années 2004 à 2006 nous avions des quantités transitées autour de 5 050 GWh pour des degrés-jours autour de 1 650 DJ. Ce résultat est à comparer avec les 4 415 GWh réalisés pour 1 495 DJ.

Tableau récapitulatif, tous fournisseurs confondus :

	Nbre de PCE (1)	MWh	CJA (MWh/j)	k€
T1	50 212	125 858		5 889
T2	156 825	2 593 479		44 015
T3	1 148	947 997		5 712
T4	32	708 009	5 351	2 210
TP	2	35 644	363	86
Forfait cuisine (2)	3 011	3 282		218
Rectif relève				-334
Compte d'écart				-1 878
Dépassement CJA				41
Prestations				716
Locations compteurs				560
TOTAL	208 219	4 414 269	5 714	57 235

(1) Le nombre de PCE correspond à une moyenne par tarif sur l'exercice 2011/2012 hors forfait cuisine.

(2) Sur les 3.011 clients alimentés avec un "forfait cuisine" :
aucun ne dispose de compteur individuel,
1.079 clients disposent de 46 compteurs,
1.932 clients ne disposent pas de compteurs collectifs sur 100 conduites montantes

A titre indicatif, le portefeuille de clients au 30/09/2012 est de 208 099 PCE dont 207 841 pour le fournisseur Gaz de Bordeaux.

Les recettes directes de l'acheminement (hors prestations) s'élèvent à **55 959 k€** dont :

- 58 130 k€ liés à la facturation du transit,
- -334 k€ liés à rectification suite à relève,
- -1 878 k€ liés au compte d'écart,
- 41 k€ liés au dépassement de souscription.

Rappel : le tarif ATRD a augmenté de 1,37% au 01/07/2012.

2. Prestations et travaux

Rappel du budget : 6,6 M€
Réalisé : 7,8 M€

	Réalisé	Budget
Prestations intra-groupe nette :	4,9 M€	5,2 M€
Prestations extérieures :	2,9 M€	1,4 M€

Les prestations intra-groupe, conformément aux contrats de service passés avec les filiales Gaz de Bordeaux et Mixéner, sont relatives à la refacturation des prestations des services tertiaires (Comptabilité-Finance, Ressources humaines, Moyens généraux et Informatique) ainsi qu'à la facturation directe de certaines charges (loyers des bâtiments, utilisation des matériels informatiques, kilomètres parcourus, …). S'y ajoutent également les programmes informatiques réalisés par Régaz et immobilisés chez Gaz de Bordeaux ou Mixener.

Les prestations extérieures couvrent notamment les locations compteurs et prestations catalogues ainsi que les facturations liées aux travaux de déplacements de réseau.

3. Production immobilisée

Rappel du budget : 17,2 M€
Réalisé : 15,6 M€

	Réalisé	Budget
Investissements réseau :	14,6 M€	14,6 M€
Investissements logiciels :	1,0 M€	2,6 M€

L'exercice 2011/2012 a été marqué par la poursuite du programme d'élimination des fontes « Graphite Sphéroïdal 1ère génération », d'importants travaux de déplacement réseau liés à la 3ème phase du tramway et la poursuite du programme d'îlotage suite à l'incident du 20 mai 2011.

Le montant global des investissements prévu sur l'exercice était de 14 631 k€ et le réalisé à la fin du mois de septembre est de 14 588 k€.

3.1 Les Investissements réseau (14,6 M€)

3.1.1 DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION (2 M€)

3.1.1.1 EXTENSIONS COMMERCIALES

A la fin de l'exercice 15 583 m de canalisation et 1 292 PCE ont été réalisés pour un montant global brut de 1 461 k€, pour un prix au ml inférieur au montant budgété.

Les prévisions étaient de 12 000 ml et 1 700 PCE pour un montant budgété de 1 147 k€.

3.1.1.2 DENSIFICATION

Les prévisions budgétaires étaient de 662 PCE pour un montant global de 699 k€. Nous avons réalisé à fin exercice 1 015 PCE pour un montant brut de 538 k€.

3.1.2 QUALITE DE LA FOURNITURE ET EXPLOITATION COURANTE (12,4 M€)

3.1.2.1 ELIMINATION DES RESEAUX FONTES : 6,94 M€

Sur cette ligne budgétaire, il était prévu d'éliminer 20 Kms de réseau fontes pour un montant de 7 098 k€.

21,9 kms de canalisations fontes ont été éliminés pour un montant de 6 936 k€.

3.1.2.2 TRAMWAY : 2,93 M€

L'ensemble des opérations planifiées sur cet exercice avec les services communautaires en charge du tramway ont été réalisés. Ainsi, il a été dévoyé 5 787 ml pour un montant de 2 773 k€. Les travaux de protection cathodique, soit environ 300 k€ seront pris en charge par la CUB (raccord isolant, puits de mesure).

Les prévisions budgétaires étaient de 4 887 ml pour un montant de 2 028 k€ (hors protection cathodique).

Il faut noter un dépassement des coûts unitaires de l'ordre de 15% en raison des difficultés techniques rencontrées (terrassement en sur profondeur, présence d'eau,…) et des problèmes de coordination sur le terrain.

3.1.2.3 CHANGEMENTS DE COMPTEURS/DETENDEURS : 0,94 M€

Le budget 2011 VPE a été défini à 1 255 k€, le réalisé est de 938 k€

L'écart s'explique par les économies réalisées principalement sur la sous-traitance technique sur l'activité des postes clients de 25 à 100 m^3.

Ces résultats sont obtenus dans le respect des objectifs réglementaires fixés par la VPE.

La baisse du coût de la maintenance des postes clients 25 à 100 m^3 est le résultat de la tendance en cours sur le type d'intervention réalisé : plus de VPE et moins de rénovation.

Le nombre de détendeurs remplacés (7 000) a été conforme à l'objectif.

3.1.2.4 RENOUVELLEMENT SUR PROGRAMME DE TIERS: 0,21 M€

Cette activité dépend exclusivement des demandes de tiers et n'est pas planifiable sur un horizon supérieur à 2 mois. Cette année, nous avons réalisé des déplacements aussi bien dans le cadre de travaux d'assainissement que dans le cadre d'aménagements urbains. Sur cet exercice, nous avons déplacé environ 590 ml pour un montant de 207 k€.

3.1.2.5 ÎLOTAGE RESEAU BP : 0,22 M€

Le programme d'îlotage qui permet de sécuriser le réseau BP vise à mettre en place des îlots en fonctionnement autonome, qui alimentent au maximum 3 000 clients à fin 2012.
25 opérations de démaillages, mise en place de postes d'appoints ont été réalisés ou sont en cours sur cet exercice pour un montant de 215 k€.

3.1.2.6 MODERNISATION IMMEUBLES ANCIENS : 0,37 M€

Il était prévu de réaliser 280 opérations de modernisation d'ouvrages gaz en immeubles anciens pour un montant de 413 k€. A la fin de l'exercice, ce sont 210 opérations qui ont été finalisées pour un montant de 369 k€.
Cet écart s'explique par la nécessité de transférer des moyens humains sur les programmes d'extension et de densification afin de respecter les délais imposés par les clients.

3.1.2.7 RENFORCEMENT ET MAILLAGE TECHNIQUE : 0,30 M€

Concernant le réseau primaire, il sera réalisé comme prévu au budget le renouvellement d'une conduite MPC sur le pont des « Religieuses » à Blanquefort sur un linéaire de 180 ml pour un montant de 139 k€.

D'autre part des travaux, non prévus au budget, ont été effectués préalablement à un chantier de voirie de la CUB sur un réseau acier dégradé situé sur la commune de Bruges pour un montant de 156 k€ et 820 ml.

3.1.2.8 PROTECTION DES BRANCHEMENTS EXISTANTS : 0,24 M€

Cette nouvelle activité a été industrialisée en 2010 au niveau national, Régaz s'est engagé sur un programme de 5 ans auprès de la DREAL. 909 opérations ont été réalisées sur cet exercice pour 900 chantiers prévus (292 k€). Le coût unitaire est moins élevé que prévu car la mise à jour de base de données a permis d'éviter des interventions sur le terrain.

3.1.2.9 DIVERS : 0,23 M€

Il s'agit principalement des investissements en :

- Protection cathodique pour 43 k€,
- Téléexploitation pour 97 k€,
- Postes pour 56 k€,
- Divers pour 0,30 k€.

3.1.3 AUTRES INVESTISSEMENTS (0,24 M€)

Ce poste couvre la numérisation des plans, dont le budget était de 450 k€.

3.2 Les Investissements logiciels (1 M€)

Les investissements réalisés concernent 46 projets dont la plate forme technique pour le futur PGI (204 k€), 3 projets techniques concernant le GRD (455 k€). De manière plus détaillée, les projets suivants ont été réalisés ou sont en cours :

- PGI,
- Séparation et refonte des relèves,
- Evolution annuelle des flux et webservices,
- Evolution Outlook/exchange,
- Evolution architecture technique afin de préparer la venue du PGI,
- Amélioration et refonte de la dispatch,
- Calcul de réseaux au sein du SIG.

4. Achats

Rappel du budget : 4,7 M€
Réalisé : 5,1 M€

5. Services extérieurs

Rappel du budget : 20,5 M€
Réalisé : 18,6 M€

	Réalisé	Budget
Sous-traitances techniques :	13,5 M€	14,9 M€
Loyers :	2,8 M€	3,0 M€
Entretiens :	1,2 M€	1,2 M€
Assurances :	0,3 M€	0,3 M€
Maintenances :	0,6 M€	0,7 M€
Etudes et recherches :	0,1 M€	0,2 M€
Divers (documentation, travaux administratifs):	0,1 M€	0,2 M€

6. Autres services extérieurs

Rappel du budget : 2,3 M€
Réalisé : 2,1 M€

	Réalisé	Budget
Intérim :	0,5 M€	0,5 M€
Honoraires :	0,7 M€	0,7 M€
Communication :	0,2 M€	0,3 M€
Frais de téléphone / courrier :	0,5 M€	0,6 M€
Frais de déplacement :	0,2 M€	0,2 M€

7. Impôts et taxes

Rappel du budget : 1,2 M€
Réalisé : 1,2 M€

Ce poste couvre essentiellement la contribution économique territoriale (ancienne taxe professionnelle).

8. Frais de personnel

Rappel du budget : 23,2 M€
Réalisé : 22,1 M€

Baisse de l'intéressement de 300 k€.

9. Autres charges de gestion courante

Rappel du budget : 2,9 M€
Réalisé : 2,8 M€

	Réalisé	Budget
Redevance réseau :	2,23 M€	2,2 M€
en application des articles 51-1, 51-2, 51-3 de la Convention d'Exploitation		
Primes commerciales :	0,71 M€	0,7 M€

Par ailleurs, les rentrées sur créances clients provisionnées ont été supérieures de 148 k€ aux provisions constituées.

10. Amortissements et provisions

Rappel du budget : 15,1 M€
Réalisé : 13,4 M€

Les amortissements sont légèrement supérieurs au budget (11,6 M€ réalisés pour 11,3 M€ budgétés).

La provision pour passifs sociaux (retraite essentiellement) n'est pas aussi élevée que la base des informations communiquée par la CNIEG qui permettent d'élaborer le budget de l'exercice (impact de 2 M€) ; la baisse des taux a conduit a diminuer le taux d'actualisation retenu pour les engagements de retraite conduisant à un effet actuariel négatif de 1 M€ ; la provision pour dépréciation des immeubles de Bacalan n'a pas été constatée (impact de 0,9 M€).

11. Résultat financier

Rappel du budget : -1,9 M€
Réalisé : - 1,1 M€

Il se compose d'une charge de 1,7 M€ d'intérêts de remboursement d'emprunts, et d'un produit net des placements de trésorerie de 0,6 M€.

12. Résultat exceptionnel

Rappel du budget : produit de 0,26 M€
Réalisé : charge de 0,45 M€

Les écarts proviennent des amortissements dérogatoires, des mises au rebut d'immobilisations et de l'abandon de créance (prévu au budget mais le résultat de gaz de bordeaux ne permet pas d'effectuer de remboursement sur l'exercice).

13. Résultat net

Impôt sur les sociétés : 4,7 M€ par application des taux.
Participation : 0,5 M€ par application de la formule légale sur les données de REGAZ.

RESULTAT NET :
Rappel du budget : 6 M€
Réalisé : 7,1 M€

14. Résultat de gestion

EN MILLIERS D'EUROS jeudi 15 novembre 2012	RESULTAT 2010/2011 1508 DJU	BUDGET 2011/2012 1512 DJU	REALISE 2011/2012 1495 DJU	Ecarts N/N-1 -13 DJU	Ecarts % N/N-1 -13 DJU
PRESTATIONS ET TRAVAUX	2 749	2 287	2 842	93	3,27%
ATRD	59 842	59 253	55 959	-3 883	-6,94%
PRODUCTION IMMOBILISEE	12 577	17 227	15 612	3 035	19,44%
PRODUCTION	75 168	78 767	74 413	-755	-1,01%
PRESTATION GROUPE	4 781	4 297	4 918	137	2,79%
SOUS-TRAITANCE GROUPE					
TOTAL FACTURATIONS INTRA GROUPE	4 781	4 297	4 918	137	2,79%
ACHATS ET CONSOMMABLES	4 246	4 048	4 420	174	3,94%
CARBURANTS	210	278	175	-35	-20,00%
FOURNITURES DE BUREAU	166	162	147	-19	-12,93%
EAU ENERGIE	281	250	339	58	17,11%
TOTAL ACHATS	4 903	4 738	5 081	178	3,50%
SOUS TRAITANCE TECHNIQUE	12 730	15 025	13 462	785	5,44%
LOYER IMMEUBLES PARKINGS	1 872	1 875	1 846	-26	-1,41%
LOCATIONS AUTRES	1 154	1 110	1 007	-147	-14,60%
ENTRETIENS	1 252	1 222	1 190	-62	-5,21%
ASSURANCES	306	304	317	11	3,47%
MAINTENANCE	385	664	571	186	32,57%
ETUDES ET RECHERCHES	86	215	152	66	43,42%
DOCUMENTATION CONGRES COLLOQUES	58	96	92	34	36,96%
TOTAL SERVICES EXTERIEURS	17 843	20 511	18 637	847	4,26%
INTERIM	463	480	460	-3	-0,65%
HONORAIRES	950	705	669	-281	-42,00%
COMMUNICATION	128	250	154	26	16,88%
COTISATIONS ET DIVERS	41	53	68	27	39,71%
TELECOM- AFFRANCHISSEMENTS	546	596	465	-81	-17,42%
FRAIS DE DEPLACEMENT	250	210	191	-59	-30,89%
SERVICES BANCAIRES	23	23	38	15	39,47%
TOTAL AUTRES SERV. EXTERIEURS	2 401	2 317	2 045	-356	-17,41%
VALEUR AJOUTEE	54 802	55 498	53 568	-1 234	-2,30%

EN MILLIERS D'EUROS jeudi 29 novembre 2012	RESULTAT 2010/2011 1508 DJU	BUDGET 2011/2012 1512 DJU	REALISE 2011/2012 1495 DJU	Ecarts N/N-1 -13 DJU	Ecarts % N/N-1 -13 DJU
IMPOTS ET TAXES					
TAXE PROFESSIONNELLE	1 104	950	922	-182	-19,74%
DIVERS	283	283	295	12	4,07%
TOTAL IMPOTS ET TAXES	1 387	1 233	1 217	-170	-13,97%
FRAIS DE PERSONNEL					
REMUNERATIONS	12 987	13 107	12 504	-483	-3,86%
CHARGES	9 713	9 696	9 738	25	0,26%
CONGES PAYES	171	200	228	57	25,00%
INTERESSEMENT	588	700	384	-204	-53,13%
TAXES SUR SALAIRES	356	411	558	202	36,20%
REMBOURSEMENT IVD ET IFC	-1 216	-900	-1 265	-49	3,87%
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	22 599	23 214	22 147	-452	-2,04%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	30 816	31 051	30 204	-612	-2,03%
REDEVANCES BIENS IMMATERIELS	2 121	2 162	2 236	115	5,14%
PRIMES COMMERCIALES	475	655	710	235	33,10%
CREANCES IRRECOUVRABLES	24	50	-148	-172	116,22%
DIVERS	-3	1	-3		
TOTAL	2 617	2 868	2 795	178	6,37%
DOTATIONS AMORTIS PROVISIONS					
AMORTISSEMENTS	10 698	11 300	11 570	872	7,54%
PROVISIONS DEPRECIATIONS					#DIV/0!
AUTRES PROVISIONS ET REPRISES	3 579	3 847	1 874	-1 705	-90,98%
TOTAL DOTS AMORTIS PROVS	14 277	15 147	13 444	-833	-6,20%
RESULTAT D'EXPLOITATION	13 922	13 036	13 965	43	0,31%
RESULTAT FINANCIER	-1 024	-1 926	-1 160	-136	11,72%
RESULTAT COURANT	12 898	11 110	12 805	-93	-0,73%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	420	259	-447	-867	193,96%
RESULTAT AVANT IS	13 318	11 369	12 358	-960	-7,77%
IMPOT SOCIETES	5 569	4 722	4 689	-880	
PARTICIPATION	567	600	513	-54	
RESULTAT NET COMPTABLE	7 182	6 047	7 156	-26	

15. Suivi budgétaire des investissements hors réseau

Comptes	Libellé	BUDGET RGZ	REEL RGZ
213 500	Aménagement constructions		1 110,00
215 400	Matériel distribution	22 500,00	22 500,00
215 500	Outillage industriel	111 860,00	70 861,62
218 100	Agencements amgts divers	98 000,00	2 129,00
218 200	Véhicules		14 265,61
218 310	Matériel informatique		21 072,00
218 400	Mobilier	38 410,00	21 287,70
TOTAL		**270 770,00**	**153 225,93**

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

16. Bilan actif

	Notes	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations incorporelles		82 591 441	81 579 873
Amortissements et provisions		59 440 863	55 518 560
Net	1	**23 150 578**	**26 061 313**
Immobilisations corporelles		204 208 729	190 744 100
Amortissements et provisions	4	78 209 872	71 442 295
Net	2	**125 998 857**	**119 301 805**
Immobilisations financières		6 293 403	2 894 722
Provisions			
Net	3	**6 293 403**	**2 894 722**
Total de l'Actif Immobilisé		**155 442 838**	**148 257 840**
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours	5	1 030 696	1 061 676
Créances clients et avances versées	6	13 705 031	12 395 944
Autres créances	6	5 082 823	4 241 231
Compte de régularisation	9	364 063	357 520
Valeurs mobilières de placement	8	32 652 782	50 803 715
Disponibilités & Instruments de trésorerie	8	16 960 089	1 290 659
Total de l'Actif Circulant		**69 795 484**	**70 150 745**
TOTAL DE L'ACTIF		**225 238 322**	**218 408 585**

Créances clients : dont avances et acomptes versés 862 € au 30/09/12 et 21 114 € au 30/09/11.

17. Bilan passif

	Notes	Valeurs Nettes N	Valeurs Nettes N-1
CAPITAUX PROPRES			
Capital		38 000 000	38 000 000
Primes			
Réserves		38 321 368	35 005 710
Ecarts de conversion			
Résultat net		7 156 908	7 182 158
Provisions réglementées		961 722	837 140
Subventions d'investissement		315 128	350 142
Total des Capitaux Propres		**84 755 126**	**81 375 150**
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES		**84 755 126**	**81 375 150**
Autres Fonds Propres			
Provisions	10	17 371 641	15 859 803
Dont avantages postérieurs à l'emploi		15 219 519	13 632 744
DETTES			
Emprunts obligataires			
Autres emprunts et dettes financières	11	51 163 780	52 382 047
Concours bancaires - instru. financiers passifs	9-11	1 111 609	148 556
Dettes fournisseurs et avances reçues	12	6 744 586	9 796 149
Autres dettes	12	63 910 255	58 647 121
Comptes de régularisation	9	181 325	199 759
TOTAL DU PASSIF		**225 238 322**	**218 408 585**

18. Compte de résultat

	Notes	Valeurs Nettes N	Valeurs Nettes N-1
Produits d'exploitation		***81 661 788***	***82 816 015***
Chiffre d'affaires	14	64 243 682	68 352 890
Autres produits d'exploitation	15	17 418 106	14 463 125
Charges d'exploitation	17	**67 465 904**	**68 929 999**
Achats et variation de stock		5 671 158	5 574 527
Impôts, taxes et versements assimilés		1 783 305	1 778 452
Charges de personnel	16	22 049 047	23 130 631
Dotations aux amortissements		14 200 262	15 340 631
Autres charges d'exploitation		23 762 132	23 105 758
RESULTAT D'EXPLOITATION		**14 195 884**	**13 886 016**
Produits financiers		1 060 784	1 445 775
Charges financières		2 177 213	2 469 356
RESULTAT FINANCIER	18	**-1 116 429**	**-1 023 581**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		**13 079 455**	**12 862 435**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	19	**-720 489**	**455 948**
Impôts sur les bénéfices		4 689 291	5 569 126
Participation	26	512 767	567 099
RESULTAT NET		**7 156 908**	**7 182 158**

19. Variation des flux de trésorerie

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
RESULTAT NET	**7 156 908**	**7 182 158**
Part des minoritaires dans le résultat stés intégrées		
Quote part dans resultat sociétés en équivalence		
Dividendes reçus des sociétés en équivalence		
Elim. des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation		
Dérive de résultat + Pertes et profits de dilution		
Dotations aux Amortissements et provisions	14 847 219	15 784 908
Reprises des Amortissements et provisions	-1 641 290	-1 909 801
Plus et moins values de cession	319 070	412 749
Impôts différés		
Subventions virées au résultat	-35 014	-35 014
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**20 646 893**	**21 435 000**
Variation des frais financiers	**-17 647**	**-14 793**
Variation nette exploitation	**-4 659 037**	**3 357 755**
Var° de stock	30 980	83 651
Transferts de charges à répartir		
Var° des Créances d'exploit°	-1 718 310	2 794 212
Var° des Dettes d'exploit°	-2 971 707	479 892
Variation nette hors exploitation	**5 125 375**	**-5 510 245**
Var°des créances hors exploitation	-438 567	-1 054 112
Var°des dettes hors exploitation	5 588 919	-4 174 731
Comptes de liaison		
Charges et produits constatés d'avance	-24 977	-281 402
Pertes & gains de change		
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**448 691**	**-2 167 283**
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**21 095 584**	**19 267 717**
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaisst / acquisition immos incorporelles	-1 016 302	-2 024 790
Décaisst / acquisition immos corporelles	-15 065 815	-11 118 670
Encaisst / cession d'immos corp et incorp	7 776	21 816
Subventions d'investissement encaissés		
Décaisst / acquisition immos financières	-3 456 643	-147 540
Encaisst / cession immos financières	58 115	61 168
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales	-153	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-19 473 022**	**-13 208 016**
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital ou apports		
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-3 866 500	-5 861 500
Dividendes versés aux minoritaires		
Variation des autres fonds propres		
Encaissements provenant d'emprunts	8 000 000	12 028 993
Remboursement d'emprunts	-9 200 620	-8 520 167
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-5 067 120**	**-2 352 674**
VARIATION DE TRESORERIE	**-3 444 558**	**3 707 027**
Incidences des variations de taux de change		
TRESORERIE A L'OUVERTURE	**51 945 818**	**48 238 791**
Reclassement de trésorerie		
TRESORERIE A LA CLOTURE	**48 501 262**	**51 945 818**

ANNEXES

20. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les éléments des activités ordinaires même exceptionnelles par leur fréquence ou leur montant ont été laissés en résultat courant.

Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

D'où la définition du résultat exceptionnel :
Ce sont des charges ou produits d'un montant significatif par rapport au résultat et qui sont :

* *inhabituels* :	fort degré d'anomalie par rapport aux activités normales de l'entreprise et à son environnement.
**d'une survenance exceptionnelle* :	forte probabilité de ne pas survenir à nouveau compte tenu de l'environnement de l'entreprise.

Cette définition rend donc extrêmement rare l'utilisation des comptes exceptionnels.

Toutefois, de par leur classement comptable, les cessions d'immobilisations figurent dans le résultat exceptionnel.

La production immobilisée est évaluée au coût de production. En matière informatique, seules les créations de logiciels sont immobilisées et amorties fiscalement en totalité.

COMPTES CONSOLIDES

Le groupe Régaz Bordeaux établit des comptes consolidés dans lesquels les comptes annuels de Régaz, de Gaz de Bordeaux, de GNV de Bordeaux et de Mixener sont inclus selon la méthode de l'intégration globale, Régaz étant la société consolidante.

21. Tableau de variation du crédit-bail

Le crédit bail n'est pas retraité. Toutefois, à titre d'information les montants relatifs aux crédits-baux concernant l'immeuble 6 place Ravezies sont les suivants :

	30/09/2012	30/09/2011
Emprunt correspondant valeur bien	9 013 476	9 013 476
Échéances capital	5 185 889	4 423 741
CAPITAL RESTANT DU	**3 827 587**	**4 589 735**
Valeur bien	9 013 476	9 013 476
Amortissement	2 463 703	2 111 745
VALEUR NETTE COMPTABLE DU BIEN	**6 549 773**	**6 901 731**
Échéances totales du crédit-bail périodes	6 721 864	5 883 155
Frais financiers totaux périodes	1 535 975	1 459 414
Capital total périodes	5 185 889	4 423 741

22. Composition du capital social et évolution des fonds propres

Composition du capital social	Nature	30/09/2012 Valeur nominale
1- Actions composant le capital social au début de l'exercice	190 000	200
2- Actions émises pendant l'exercice		
3- Actions remboursées pendant l'exercice		
4- Actions composant le capital social en fin d'exercice	190 000	200

Variation des capitaux propres	CAPITAL	RESERVES	RESULTAT	AUTRES	TOTAL
SITUATION 30/09/11	**38 000 000**	**35 005 710**	**7 182 158**	**1 187 282**	**81 375 150**
Mouvements 11/12					
- Affectation résultat 10/11		7 182 158	-7 182 158		0
- Résultat 11/12			7 156 908		7 156 908
- Distribution de dividendes		-3 866 500			-3 866 500
- Variations provs réglementées				89 568	89 568
Prime d'émission					
SITUATION 30/09/12	**38 000 000**	**38 321 368**	**7 156 908**	**1 276 850**	**84 755 126**

NOTES RELATIVES
AU BILAN ACTIF

23. Immobilisations incorporelles

	Valeurs Brutes	Amortis-sements/ Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Concessions, brevets, licences	82 392 481	59 440 863	22 951 618	25 861 353
Droit au bail				
Fonds de commerce				
Autres immobilisations incorporelles	198 960		198 960	199 960
Autres immobilisations incorporelles Crédit bail				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes s/ immo incorp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**82 591 441**	**59 440 863**	**23 150 578**	**26 061 313**

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
31 décembre N-1	81 579 873	55 518 560	26 061 313
Augmentations	1 012 568	3 922 303	-2 909 735
Diminutions	1 000		1 000
Variations de périmètre			
Ecarts de change			
31 décembre N	**82 591 441**	**59 440 863**	**23 150 578**

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition et la production immobilisée informatique ne comprend que les phases d'analyse organique, de programmation et de documentation. Les coûts supportées au titre de l'an 2012 ont été immobilisés et amortis comptablement sur 3 ans et fiscalement sur 12 mois au prorata temporis.

Les immobilisations en cours comprennent les licences et DSD (Dossiers de Spécifications Détaillées) relatives au Progiciel de Gestion Intégrée. La part de marché concernant l'analyse fonctionnelle et l'étude préalable, estimée à 137 332 €, a été exclue des immobilisations en cours.

24. Immobilisations corporelles

	Valeurs Brutes	Amortis-sements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Terrains	224 022	51 050	172 972	**181 350**
Constructions	3 315 271	2 079 728	1 235 543	**1 392 168**
Installations tech, mat et outillages ind.	20 850 968	12 924 049	7 926 919	**8 182 515**
Autres immobilisations corporelles	171 422 237	63 155 045	108 267 192	**103 897 770**
Immobilisations corporelles en cours	8 396 231		8 396 231	**5 648 002**
Immeubles de placement				
Avances et acomptes s/ immo corp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**204 208 729**	**78 209 872**	**125 998 857**	**119 301 805**

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
30 septembre N-1	190 744 100	71 442 295	119 301 805
Augmentations	20 318 107	7 647 206	7 022 900
Diminutions	6 853 478	879 629	325 848
Variations de périmètre			
Ecarts de change			
30 septembre N	**204 208 729**	**78 209 872**	**125 998 857**

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition et la production immobilisée au coût de production déterminé par l'addition des éléments suivants :

- coût d'acquisition des matières consommées.
- charges directes de production (main d'œuvre et sous-traitance).
- charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production pour un montant de 581 324 € pour 2011-2012.

Les immobilisations en cours totalisent 8 396 231 € et se décomposent en 6 622 013 € d'immobilisations corporelles en cours et 1 774 218 € d'immobilisations incorporelles en cours (applications informatiques).

24.1 Immobilisations apportées par la Ville

La valeur brute des immobilisations apportées par la Ville de Bordeaux en capital a été évaluée par le commissaire aux apports par lots.

Pour passer au total d'un lot à la valeur brute immobilisation par immobilisation, la méthode suivante a été utilisée :

- actualisation au 30/06/91 (par coefficient d'érosion monétaire) des valeurs d'origine de chaque bien.
- coefficients d'abattements pour tenir compte de la vétusté, suivant règles ci-dessous.
- répartition au prorata de la valeur actualisée abattue par rapport au total apporté (par lot).

Règles d'abattement :

-Progiciels, matériels informatiques et aménagements installations :	20% par an avec un maximum de 80%
-Géothermie et compteurs :	5% par an avec un maximum de 80 %
-Matériels et outillages : mobilier de bureau :	10% par an avec un maximum de 90%

24.2 Immobilisations mises en concession par le concédant

Ces immobilisations restent la propriété de la Ville de BORDEAUX. Elles ne figurent donc pas à l'actif du bilan de REGAZ.

Toutefois, à titre d'information, les valeurs brutes au 30 septembre 2012 sont les suivantes:

PA	24	Branchements propriété RMGB	15 354 490
PA	25	Branchements sur domaine concédé	21 739 287
PA	27	Canalisations sur sol d'autrui	65 348
PA	30	Réseau transport HP	6 888 276
PA	32	Canalisations propriété RMGB	37 510 455
PA	33	Canalisations domaine concédé	55 493 465
PA	35	Canalisations géothermie	1 444 971
PA	42	Postes de détente RMGB	587 069
PA	43	Postes de détente concessions	570 675
PA	44	Protection cathodique RMGB	10 735
PA	45	Protection cathodique concessions	46 670
		TOTAL	**139 711 442**

Ce montant n'est pas à rapprocher des immobilisations incorporelles dont le montant comprend pour 67 448 112€ de valeur brute correspondant à la redevance de concession passée en charges sur la durée du contrat de concession de 30 ans.

24.3 Immobilisations mises en concession par le concessionnaire

L'article 69 de la convention d'exploitation avec la Ville de Bordeaux traitant du sort des biens en fin de contrat, qu'elle qu'en soit la cause, prévoit que « les terrains acquis et les ouvrages y compris les biens de renouvellement réalisés par la société, nécessaires au service, sont remis à la Ville. La Ville doit à la société une indemnité égale à la part non amortie de ces immobilisations et réalisations y compris le renouvellement des installations existantes ».

A ce titre, l'engagement de la Ville de Bordeaux se monte à 51 433 470 € au 30 septembre 2012 et l'engagement de la totalité des autres communes à 56 176 311 € à la même date.

24.4 Autres immobilisations corporelles

Le montant de 171 422 237 € correspond aux immobilisations suivantes :

- canalisations mises dans les concessions par le concessionnaire : 125 431 315 €,
- branchements mis dans les concessions par le concessionnaire : 33 686 809 €,
- postes mis dans les concessions par le concessionnaire : 7 490 616 €,
- protection cathodique mise dans les concessions par le concessionnaire : 911 214 €,
- véhicules, mobilier et matériel de bureau et matériel informatique : 2 395 601 €,
- Installations générales et agencements : 1 477 522 €,
- Gaz en tuyau : 29 160 €.

25. Immobilisations financières

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Titres de participations	5 933 603		5 933 603	2 533 450
Créances ratt. à des participations conso.				
Créances ratt. à des participations non conso.				
Autres titres immobilisés				
Prêts	348 411		348 411	359 552
Actifs financiers				
Actions propres				
Autres immobilisations financières	11 389		11 389	1 720
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**6 293 403**		**6 293 403**	**2 894 722**

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
30 septembre N-1	2 894 722		2 894 722
Augmentations	3 456 796		3 456 796
Diminutions	58 115		58 115
Variations de périmètre et écarts de change			
30 septembre N	**6 293 403**		**6 293 403**

Le montant de 5 932 450 € représente des titres de participation :

- pour 2 000 000 €, il s'agit des titres de **Gaz de Bordeaux** (activité de fourniture de gaz naturel), dont Régaz détient 66%. Le montant du capital de Gaz de Bordeaux est de 757 576 €. Il y a 75 216 € de réserves. Le résultat au 30 septembre 2012 est une perte de 3 336 502 €. Le chiffre d'affaires est de 248 282 158 € pour l'exercice du 01/10/2011 au 30/09/2012. Il n'y a pas eu de dividendes versés en 2012 au titre des résultats 2011 (qui était une perte). Enfin, au titre de l'abandon de créance sous clause de retour à meilleure fortune d'un montant de 3 550 446 € consenti au cours de l'exercice 2007/2008 par Régaz à Gaz de Bordeaux, 757 858 € ont été reversés par Gaz de Bordeaux à Régaz en 2008/2009, 467 347 € au titre de 2009/2010, aucun versement n'a été effectué au titre de 2010/2011, et enfin aucun versement n'a été réalisé en 2011/2012 ; le solde ressort donc à 2 325 241€ au 30 septembre 2012.

- pour 233 470 € il s'agit de titres de la société **ENE'O** (ex Régie de Carmaux dont l'activité est la distribution et la fourniture de gaz naturel) dont REGAZ détient 3,61% des actions. Le capital est de 6 475 000 €, les réserves de 112 735€ et il n'y a pas de report à nouveau. Au 30 septembre 2011, les fonds propres se montent à 7 020 094€. Le chiffre d'affaires de l'exercice du 01/10/2010 au 30/09/2011 se monte à 11 631 137€ (10 829 676 € l'exercice précédent). Le résultat net de l'exercice 2010/2011 est de 213 117 € pour 212 663 € l'exercice précédent. Les dividendes reçus au cours de l'exercice se montent à 6 537€.

- pour 199 980 €, il s'agit de titres de **Gascogne Energie Services** (activité de fourniture et de distribution de gaz naturel) dont Régaz a participé à l'augmentation de capital pour détenir 2,04% des actions. L'exercice social a débuté le premier janvier 2010 pour se terminer le 30 septembre 2010. Il n'est donc pas comparable à l'exercice 2011. Le report à nouveau au 30/09/2011 est négatif de 416 723 € pour moins 2 924 € au 30/09/2010. Le résultat de l'exercice est de moins 505 529 € pour moins 413 799 € l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires de l'exercice se monte à 8 205 664 € pour 4 563 457 € l'exercice précédent. Au regard des perspectives de développement de l'entreprise (22 nouvelles concessions ont été signées), les titres n'ont pas été dépréciés. Le capital est de 10 108 590 €, il n'y a pas de réserves. Il n'y a pas eu de dividendes distribués.

- pour 3 500 000 €, il s'agit de titres de la société **Mixener** dont Régaz détient 100% des titres. Cette société a été immatriculée le 27/01/11. Son activité est l'étude, la conception, la réalisation et l'exploitation de systèmes de réseau énergétique ainsi que les prestations de vente correspondantes. Elle ne travaille pour l'instant que sur le projet des bassins à flots. Elle n'a pas encore d'activité. Au regard des perspectives du projet et de son avancement les titres ne sont pas dépréciés.

Le montant de 348 411 € correspond :
- à des prêts accordés aux agents pour l'accession à la propriété pour 320 411 €,
- à des prêts pour véhicules mis au parc de l'entreprise pour 28 000 €,

Leurs variations sont les suivantes :

ACCESSION A LA PROPRIETE	TOTAL	PART < 1 an	PART > 1 an
Au 01/10/2011	300 552	25 621	274 931
+ prêts accordés	46 974		
- remboursements	27 115		
= solde 30/09/2012	**320 411**	**28 149**	**292 262**

PRETS DE VEHICULES	TOTAL	PART < 1 an	PART > 1 an
Au 01/10/2011	59 001	28 001	31 001
+ prêts accordés			
- remboursements	31 001		
= solde 30/09/2012	**28 000**	**19 667**	**8 333**

Le montant de 11 389 € correspond à divers dépôts de garantie versés.

26. Amortissements

Les éléments d'actif immobilisé font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens.

Ceux-ci correspondent aux taux habituels. La valeur nette comptable ainsi obtenue peut être considérée comme économiquement justifiée.

Les amortissements fiscaux correspondent aux amortissements comptables.

Nous n'avons constaté aucun amoindrissement de la valeur de nos éléments d'actif qui résulteraient de causes dont les effets n'ont pas été jugés irréversibles.

Les biens apportés en capital ou vendus par la Ville de Bordeaux suivent le régime des biens d'occasion.

Les taux et durées d'amortissement suivants ont été pratiqués :

	OCCASION	NEUF
- Logiciels :	Linéaire 3 ans	Linéaire 3 ans
- Installations	Linéaire 5 ans	Linéaire 10 ans
- Recherches essais :	Linéaire 5 ans	Dégressif 5 ans
- Matériels outillages :	Linéaire 3 ans	Dégressif 5 ans
- Géothermie, forages :	Linéaire 10 ans	Linéaire 30 ans
- Géothermie s/stations :	Linéaire 10 ans	Linéaire 10 ans
- Compteurs, détendeurs :	Linéaire 10 ans	Durée d'utilisation
- Véhicules et aménage :	Linéaire 3 ans	Linéaire 5 ans
- Mob.,matériel de bureau :	Linéaire 5 ans	Linéaire 10 ans
- Matériel informatique :	Linéaire 5 ans	Dégressif 5 ans
- Branchements :		Durée d'utilisation
- Postes et protection cathodique :		Durée d'utilisation
- Canalisations :		Durée d'utilisation

Les branchements sont amortis sur 30 ans en linéaire ; les postes et la protection cathodique sur 15 ans en linéaire ; les canalisations sur 25 ans en linéaire.

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION PAR LE CONCEDANT :

Ces immobilisations restent la propriété de la Ville de BORDEAUX. Elles ne figurent donc pas à l'actif du bilan de REGAZ.

Toutefois, à titre d'information, les amortissements au 30 septembre 2012 sont les suivantes:

PA	24	Branchements propriété RMGB	12 036 488
PA	25	Branchements sur domaine concédé	20 063 772
PA	27	Canalisations sur sol d'autrui	50 367
PA	30	Réseau transport HP	6 239 421
PA	32	Canalisations propriété RMGB	31 830 304
PA	33	Canalisations domaine concédé	51 796 660
PA	35	Canalisations géothermie	1 346 446
PA	42	Postes de détente RMGB	446 835
PA	43	Postes de détente concessions	519 437
PA	44	Protection cathodique RMGB	10 157
PA	45	Protection cathodique concessions	46 670
		TOTAL	**124 386 556**

Ce montant n'est pas à rapprocher des amortissements des immobilisations incorporelles dont le montant comprend pour 47 100 926 € d'amortissements correspondants à la redevance de concession passée en charges sur la durée du contrat de concession de 30 ans.

27. Stocks

	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Matières premières				
En cours biens				
Produits finis				
Marchandises	1 195 684	164 988	1 030 696	1 061 676
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	**1 195 684**	**164 988**	**1 030 696**	**1 061 676**

La valorisation des stocks est effectuée au coût moyen pondéré pour les produits achetés (calculé mensuellement en tenant compte du stock initial).

Pour tenir compte de la vétusté de certaines pièces, le stock a été déprécié de 164 988 €.

La méthode retenue est la suivante : classement du stock de marchandises en fonction de la date de la dernière commande pour chaque article référencé. Les dépréciations suivantes ont ensuite été pratiquées :

Exercices	Magasin Général
<30/09/2002	100%
2002-2003	90%
2003-2004	90%
2004-2005	80%
2005-2006	70%
2006-2007	60%
2007-2008	50%
2008-2009	30%
2009-2010	20%
2010-2011	10%
2011-2012	0%

28. Créances

	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Avances et acomptes versés	862		862	21 114
Clients	14 053 612	349 443	13 704 169	12 374 830
CRE. CLIENTS / AV. VERSEES	**14 054 474**	**349 443**	**13 705 031**	**12 395 944**
Créances sociales	14 402		14 402	20 264
Créances fiscales	3 717 959		3 717 959	4 170 495
Comptes courants débiteurs	1 393 952	43 642	1 350 310	50 000
Créances sur cession d'immos				
Prim. Remboursement oblig.				
Débiteurs divers	152		152	472
Instruments financiers dérivés				
Capital souscrit appelé non versé				
AUTRES CREANCES	**5 126 465**	**43 642**	**5 082 823**	**4 241 231**

	Moins de 1 an	Plus de 1 an
Avances et acomptes versés	862	
Clients	14 053 612	
Créances sociales	14 402	
Créances fiscales	3 717 959	
Comptes courants débiteurs	1 393 952	
Créances sur cession d'immos		
Débiteurs divers	152	
Instruments financiers dérivés		
Capital souscrit appelé non versé		
TOTAL CREANCES	**19 180 939**	

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Le solde du compte de provision pour dépréciation se monte à 349 443 €. La provision est calculée en fonction de l'ancienneté des créances clients.

Les comptes clients concernant Gaz de Bordeaux se montent à 12 778 032 €.
Les comptes clients concernant Mixener se montent à 141 610 €.
Le compte courant concernant Gaz de Bordeaux se monte à 843 952 €.
Le compte courant concernant Mixener se monte à 550 000 €.

TABLEAU DE DEPRECIATION

	Clients actifs
- soldes clients antérieurs à décembre 2011	100%
- soldes clients de janvier 2012	80%
- soldes clients de février 2012	60%
- soldes clients de mars 2012	40%
- soldes clients d'avril 2012	20%
- soldes clients de mai 2012	0%
- soldes clients de juin 2012	0%
- soldes clients de juillet 2012	0%
- soldes clients d'août 2012	0%
- soldes clients de septembre 2012	0%

Les interventions réalisées avant le 30 septembre et facturées postérieurement sont portées en factures à établir.

29. Produits à recevoir

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Fournisseurs avoirs non parvenus		
Créances clients et comptes rattachés	5 970 593	6 166 156
Organismes sociaux	14 402	0
Autres créances	180 927	217 671
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	**6 165 922**	**6 383 827**

30. Trésorerie

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Valeurs mobilières de placement	32 652 782	50 803 715
Prov.dép.Valeurs mobilières de placement		
VMP / Actions propres		
Total valeurs mobilieres de placement	**32 652 782**	**50 803 715**
Disponibiltés	16 960 089	1 290 659
Instruments financiers Actif		
Total dispo. et instru. de trésorerie	**16 960 089**	**1 290 659**
Concours bancaires courants	1 111 609	148 556
Instruments financiers Passif		
Sous-total passif	**1 111 609**	**148 556**
TOTAL TRESORERIE NETTE	**48 501 262**	**51 945 818**

Les valeurs mobilières de placement sont vendues et achetées au jour de la clôture. Il n'y a donc pas d'écart d'évaluation.

31. Comptes de régularisation

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
ACTIF		
Charges constatées d'avance	364 063	357 520
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Compte de liaison actif		
Ecart de conversion actif		
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	**364 063**	**357 520**
PASSIF		
Produits constatés d'avance	**181 325**	**199 759**
Compte de liaison passif		
Ecart de conversion passif		
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	**181 325**	**199 759**

NOTES RELATIVES
AU BILAN PASSIF

32. Provisions pour risques et charges

	A Nouveau	Mouv. de Péri-mètre	Augmen-tation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Varia-tions	Ecarts de conver sion	Solde
Provisions pour litiges								
Prov. pour garanties données								
Prov. pour perte sur marché à terme								
Prov. pour amendes et pénalités								
Prov. pour perte de change								
Prov. autres risques	1 403 244		29 213	103 216				1 329 241
Total Prov. pour risques	**1 403 244**		**29 213**	**103 216**				**1 329 241**
Prov. pour pensions								
CEJR			57 680					57 680
Prov. pour impôts								
Prov. pour renouvellement d'immo.								
Prov. pour grosses réparations								
Prov. pour retraites anticipées								
Prov. pour restructuration								
Prov. charges / congés payés								
Prov. pour autres charges								
Total Prov. pour charges			**57 680**					**57 680**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**1 403 244**		**86 893**	**103 216**				**1 386 921**

- Une provision pour risque Urssaf de 1 217 241 € portant principalement sur les distributions opérées au titre de la participation légale l'accord signé en 1992 n'ayant pas été renouvelé en 1997 date de sa fin d'application : ce point est contesté. Le contrôle de l'Ursaff a été réalisé en deux fois et porte sur les années 2006 à 2010.

- Risques divers pour 112 000 €.

- Par ailleurs, il a également été provisionné au cours de l'exercice un montant de 57 680 € au titre du compte épargne jours retraite (CEJR), mécanisme permettant d'acquérir des jours en fonction de la pénibilité physique de certains postes, jours qui doivent être pris en une fois juste avant le départ en retraite.

	A Nouveau	Mouv. de Péri-mètre	Augmen-tation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Varia-tions	Ecarts de Conver-sion	Solde
Provisions pour litiges								
Prov. pour garanties données								
Prov. pour perte sur marché à terme								
Prov. pour amendes et pénalités								
Prov. pour perte de change								
Prov. autres risques								
Total Prov. pour risques								
Prov. pour pensions	13 632 744		2 467 928	938 833				15 161 839
Prov. pour medaille du travail								
Prov. pour impôts								
Prov. pour renouvellement d'immo.								
Prov. pour grosses réparations								
Prov. pour retraites anticipées								
Prov. pour restructuration								
Prov. charges / congés payés								
Prov. pour autres charges	823 815		43 920	44 854				822 881
Total Prov. pour charges	**14 456 559**		**2 511 848**	**983 687**				**15 984 720**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**14 456 559**		**2 511 848**	**983 687**				**15 984 720**

PROVISIONS PENSIONS ET AUTRES AVANTAGES AU PERSONNEL :

Depuis l'institution de la CNIEG en 2004, la loi impose aux entreprises de la branche des IEG de garantir le financement des avantages postérieurs à l'emploi qui excèdent les prestations servies dans le cadre du régime général. Ces engagements constituent une dette qui est inscrite en provision au passif du bilan (conformément à l'article L 123-13, alinéa 3, du Code de commerce).

La valeur des engagements totaux devant être assumés par l'ensemble des entreprises de la branche est mise à jour au 31 décembre de chaque année par la CNIEG qui applique la norme IAS 19.

La part des engagements individuels de chaque entreprise dépend du poids qu'elle représente au sein de la masse salariale de la branche (pour Régaz : environ 0,20 %). La CNIEG met à la disposition de chacune un outil informatique (la « calculette CNIEG ») qui leur permet de déterminer le montant de leurs engagements. Dès lors que ces engagements sont assumés à long terme (2088) leur calcul doit intégrer la prise en compte d'un taux d'actualisation (ce taux doit être saisi dans la « calculette CNIEG » lors de chaque calcul du montant des engagements). La CNIEG n'en préconise aucun et laisse à chaque entreprise le libre choix de celui-ci.

Jusqu'au 30 septembre 2011, ce taux était fixé à 4,5 %.

Toutefois, la recommandation CNC 2003-R-01 préconise d'en choisir un par référence à un taux de marché sur les obligations d'entreprises de première catégorie (les entreprises notées AA) pour des durations équivalentes à celles des engagements. Toutefois, il n'existe pas d'indice calculé spécialement pour les engagements de retraite qui portent, notamment, sur des durations de 30 ans et plus.

Le contexte économique de la zone euro a eu notamment pour conséquence une baisse du taux « IBoxx corporate AA 10+ » (de 4,61% au 30 septembre 2011 à 2,91% au 30 septembre 2012), qui était l'indice usuellement retenu pour calculer l'actualisation des engagements de retraite provisionnés.

L'IFRIC a été saisi en raison de l'effet mécanique de la baisse des taux sur le montant des engagements et des conséquences en résultant pour la situation comptable des entreprises. Il ne se prononcera vraisemblablement pas dans un délai compatible avec les impératifs du présent arrêté des comptes.

En l'absence de réponse doctrinale et en raison de la duration des engagements, le taux d'actualisation de 3,9 % retenu au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2012 a été calculé à partir de la moyenne des taux des obligations notées A (à 10 ans et plus) des 6 derniers mois.

La valeur de l'engagement de Régaz atteint 13 743 203 €, soit 1 053 264 € de plus que si le taux avait été fixé à 4,5 % comme pour les exercices précédents. Il s'agit là d'une charge qui impacte directement les comptes de Régaz.

Pour mémoire, valeur des engagements de Régaz selon différents taux :
Au taux de 4,5% : 12 689 939 €,
Au taux de 3,9% : 13 743 203 €,
Au taux de 3,0% : 15 747 664 €.

Les engagements au titre des indemnités de départ en retraite se montent à 1 418 636 €. L'hypothèse de turn-over est de 0% ; l'hypothèse d'augmentation moyenne des salaires de 2%.

LES AUTRES PROVISIONS POUR CHARGES CONCERNENT :

Les médailles de travail du régime général comme celles spécifiques aux industries électriques et gazières. Dans un premier temps, il a été calculé le montant total à verser à chaque salarié (au moment de son départ en retraite) année par année (sans hypothèse de turn-over et de mortalité). Le montant ainsi provisionné est de 822 881 €.

Les variations de provision sont :	Augmentations	Diminutions
Exploitations	2 587 111 €	1 151 961 €
Financières	43 642 €	
Exceptionnelles	708 182 €	657 602 €

33. Emprunts et dettes financières

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	50 888 458	52 089 078
Emprunts auprès des établissements de crédit CT		
Dettes participations des salariés		
Dettes financières diverses	275 322	292 969
Dettes financières Crédit-bail		
Concours bancaires courants	1 111 609	148 556
Instruments financiers Passif		
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	**52 275 389**	**52 530 603**

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 417 353	28 932 958	12 538 147
Emprunts auprès des établissements de crédit CT			
Dettes participations des salariés			
Dettes financières diverses	33 726		
Dettes financières Crédit-bail			
Total ICNE	241 596		
Concours bancaires courants	1 111 609		
Instruments financiers Passif			
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	**10 804 284**	**28 932 958**	**12 538 147**

34. Autres dettes

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	6 470 076	8 725 183
Avances et acomptes reçus	274 510	1 070 966
Dettes sociales	5 146 253	5 520 414
Dettes fiscales	2 248 818	1 794 801
Fournisseurs d'immobilisations	11 959	411 402
Comptes courants créditeurs	56 406 391	50 886 842
Instruments dérivés passifs		
Dettes diverses	96 834	33 662
TOTAL AUTRES DETTES	**70 654 841**	**68 443 270**

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	6 470 076		
Avances et acomptes reçus	274 510		
Dettes sociales	5 146 253		
Dettes fiscales	2 248 818		
Fournisseurs d'immobilisations	11 959		
Comptes courants créditeurs	56 406 391		
Instruments dérivés passifs			
Dettes diverses	96 834		
TOTAL AUTRES DETTES	**70 654 841**		

Les comptes fournisseurs concernant Gaz de Bordeaux se montent à 361 677 €.
Les dettes fiscales concernant Gaz de Bordeaux se montent à 582 283 €.
Les dettes fiscales concernant Mixener se montent à 20 527 €.
Le compte courant concernant Gaz de Bordeaux se monte à 56 406 391 €.

35. Charges à payer

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Clients avoirs à établir	274 510	1 070 966
Emprunts et dettes financières diverses	241 596	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 285 877	3 863 567
Dettes fiscales et sociales	5 204 502	4 962 841
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	86 281	24 849
TOTAL DES CHARGES A PAYER	**8 092 766**	**9 922 223**

Commentaires:		
Les charges à payer classées en "autres dettes" comprennent :	86 281	24 849
* Intérêts bancaires :	2 268	562
* Agefiph :	15 880	22 485
* Crèche :	13 493	
* Aides commerciales :	25 640	
* Taxe foncière et taxe sur ordures ménagères :	29 000	
* Divers:		1 802

NOTES RELATIVES
AU COMPTE DE RESULTAT

36. Analyse du chiffre d'affaires

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Ventes de gaz	1 397	4 053
Prestations et travaux	2 892 039	2 832 906
Prestations intra-groupe	5 390 868	5 155 734
Acheminement du gaz hors groupe	1 307 849	1 522 838
Acheminement du gaz intra-groupe	54 651 528	58 837 359
TOTAL DU CHIFFRE D'AFFAIRES	**64 243 681**	**68 352 890**

37. Autres produits d'exploitation

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Production immobilisée	15 611 789	12 576 889
Reprises de provisions	1 189 964	1 181 969
Transferts de charges	612 643	700 184
Divers	3 710	4 082
TOTAL AUTRES PRODUITS EXPLOITATION	**17 418 106**	**14 463 125**

38. Effectifs

	Comptes	N-1	N
Effectif moyen employé	1	341	338
Effectif employé			
- salariés	2		
- mis à disposition	3		
Cadres et professions supérieures	4	54	54
Techniciens et agents de maîtrise	5	196	196
Employés	6	93	88
Ouvriers	7		

L'information relative à l'organe de direction, conformément au décret du 29 novembre 1983, n'est pas fournie car cela conduirait à identifier la situation d'un membre déterminé.

Les droits individuels à la formation non éteints se montent à 36 268 heures.

39. Charges d'exploitation

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Achats matières 1ères & autres appro.	3 453 906	3 139 757
Variation stocks matières 1ères & aut. appro.		
Achats de sous-traitance		
Achats non stockés, Matériel et Fournitures	1 591 211	1 653 788
Autres services extérieurs	17 334 590	16 774 554
Achats de marchandises	612 643	700 184
Variation stocks de marchandises	13 398	80 798
Autres charges externes	3 425 096	3 556 078
Impôts, taxes et versements assimilés	1 783 305	1 778 452
Rémunération du personnel	13 272 293	13 558 536
Charges sociales	8 776 754	9 572 095
Participation des salariés		
Dotations amort. et prov. d'exploit.	14 200 262	15 340 631
Total dot. prov. dep. exp.		
Autres charges d'exploitation	3 002 446	2 775 126
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**67 465 904**	**68 929 999**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice 2011-2012 s'élève à 83 775 €.

40. Résultat financier

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Total des dividendes		500 000
Autres produits de participation	64 537	
Produits des autres immobilisations financières		
Revenus des autres créances et VMP		
Gains de change		
Aj. JV actifs de transaction		
Aj. JV VMP trésorerie		
Aj. JV immos placement		
Produits nets sur cession de VMP	973 517	932 748
Autres produits financiers	22 730	13 027
Reprises sur prov. et amort. financiers		
Escomptes obtenus		
Transfert de charges financières		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**1 060 784**	**1 445 775**
Dotation aux prov. & amort. financiers		
Intérêts et charges financiers	1 778 807	1 972 204
Pertes de change	59	
Charges nettes sur cession de VMP		
Coût du passage à l'EURO		
Escomptes accordés		
Autres charges financières	398 347	497 152
TOTAL CHARGES FINANCIERES	**2 177 213**	**2 469 356**
RESULTAT FINANCIER	**-1 116 429**	**-1 023 581**

Les frais financiers concernant la rémunération du compte courant de Gaz de Bordeaux se montent à 397 850 € en 2011/2012 et 612 684 € en 2010/2011.

Les produits financiers concernant la rémunération du compte courant de Mixener se montent à 16 354 € et 347 € en 2010/2011.

41. Résultat exceptionnel

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Produits exceptionnels sur op. de gestion	39 145	81 540
Produits exceptionnels sur ex. antérieurs		
Produits de cession d'éléments d'actifs	7 776	21 816
Subventions virées au résultat	35 014	35 014
Autres produits exceptionnels	8 202	871 053
Reprises de provisions exceptionnelles	619 599	1 025 443
Transferts de charges exceptionnelles		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	**709 736**	**2 034 866**
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	66 400	9 593
Charges sur exercices antérieurs		
VNC des éléments d'actifs cédés	326 846	434 565
Autres charges exceptionnelles	328 797	508 191
Dotations de provisions exceptionnelles	708 182	626 569
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	**1 430 225**	**1 578 918**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-720 489**	**455 948**

Compte tenu de ce résultat exceptionnel, on peut estimer l'économie d'impôt à ce titre à 248 064 € y compris la contribution sociale. Le montant total de l'impôt étant de 4 689 291 € l'impôt dû au titre des autres éléments se monte donc à 4 937 355 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

42. Primes commerciales

La valeur des engagements pris en matière de primes commerciales et de bonification de prêts au cours de l'exercice 2011/2012 et non encore décaissées se monte à : 1 117 413 €.

La comptabilisation de la charge devrait intervenir pour 912 000 € en 2012/2013 et 205 413 € en 2013/2014.

43. Engagements financiers

Les emprunts qui comportent des possibilités de tirage en fonction de la situation de trésorerie de l'entreprise sont classés en long terme compte tenu de l'engagement ferme et durable et du plan de diminution des plafonds de tirage.

L'entreprise a signé des engagements de swap permettant d'échanger des financements à taux variable contre des financements à taux fixe. Compte tenu des taux à la clôture de l'exercice (en général euribor 3 mois), ceci se traduit par les engagements financiers suivants :

- 2012/2013 : 385 569 €
- 2013/2014 : 379 542 €
- 2014/2015 : 301 130 €
- 2015/2016 : 218 715 €
- 2016/2017 : 107 653 €
- 2017/2018 : 3 694 €
- 2018/2019 : -17 641 €
- 2019/2020 : -17 809€
- 2020/2021 : -7 090 €
- 2021/2022 : -837 €

Le notionnel correspondant s'élève à la date de la clôture à 28 840 670€.

44. Fin du contrat de concession

Les engagements reçus par REGAZ s'élèvent à : cf note 2.

45. Contrat de concession du Taillan

Le contrat de concession (prolongé par voie d'avenant) a pris fin à la date du 30 septembre 2012. En date du 29 septembre, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'un nouveau contrat de concession à compter du premier octobre 2012 et pour une durée de 9 ans. La rédaction de l'article 5-3-2 n'implique pas de provision à constater au titre de la fin du contrat de concession. Les écritures de fin de contrat seront comptabilisées en 2012/2013.

46. Droit de suite

Un protocole d'accord a été signé entre Gaz de Bordeaux, Eni G&P France B.V, Altergaz et Régaz le 2 octobre 2012 relatif à la réduction de capital par voie de rachat par la société de ses propres actions en vue de leur annulation. Conformément aux dispositions de l'article L.225.207 du Code de commerce, une réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant de 257 576 actions en vue de leur annulation a été approuvée à cette date. Elle porte sur les actions détenues par les associés minoritaires.
L'article 3 de cet accord intitulé « droit de suite » précise qu'en cas d'acquisition par un tiers acquéreur d'une fraction supérieure ou égale à 34% du capital de la Société, intervenant en une ou plusieurs fois dans un délai de trois ans, un complément de prix serait versé en application de la formule suivante et si le montant est positif :
Complément de prix = 34% * M * (Prix de Vente Equivalent – Prix de Référence – Franchise) + 34% * Dividendes – 100% Intérêts.

47. Entreprises liées

Régaz garantit Gaz de Bordeaux :

- à hauteur de 200 000 € pour le marché de la cité municpale de Bordeaux concernant le contrat entre Gaz de Bordeaux et DV construction ;
- à hauteur de 200 000 € pour le marché de la cité municpale de Bordeaux concernant le contrat entre Gaz de Bordeaux et Urbicité.

48. Imposition différée

Nature des différences temporaires ACCROISSEMENTS	30/09/2012
Amortissements dérogatoires	165 576
TOTAL	**165 576**

Nature des différences temporaires ALLEGEMENTS	30/09/2012
Provision non déductible l'année de la comptabilisation: participation	155 081
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation: organic et aide au logement	56 558
TOTAL	**211 639**

49. Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
CAPITAL FIN D'EXERCICE						
Capital social	38 000 000	38 000 000	38 000 000	38 000 000	38 000 000	38 000 000
Nombre d'actions existantes	190 000	190 000	190 000	190 000	190 000	190 000
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE						
Chiffre d'affaires hors taxes	206 319 750	67 295 343	67 260 267	72 118 647	68 352 890	64 243 682
Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	25 838 984	22 980 630	29 331 552	31 384 801	27 078 170	29 076 971
Impôts sur les bénéfices	5 839 000	4 601 438	5 039 765	6 971 185	5 569 126	4 689 291
Participation des salariés	1 292 024	724 605	732 435	881 174	567 099	512 767
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	6 381 711	9 820 251	11 478 159	11 773 227	7 182 158	7 156 908
Résultat distribué	3 040 000	3 515 000	3 866 500	5 861 500	3 866 500	
RESULTATS PAR ACTION						
Résultat après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	85	93	124	124	110	126
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	34	52	60	62	38	38
Dividendes attribués à chaque action	16,00	18,50	20,35	30,85	20,35	
PERSONNEL						
Effectif moyen exercice	502	350	342	342	341	338
Montant masse salariale exercice	17 217 139	13 185 850	12 423 850	13 026 783	13 558 536	13 272 293
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	9 459 731	7 827 510	7 998 017	8 433 951	9 572 095	8 776 754

50. Participation

FORMULE DE CALCUL : P = 1/2 (B - C x 5%) x (S / VA)

P = Provision pour participation
B = Bénéfice net
C = Capitaux propres
S = Salaires bruts
VA= Valeur ajoutée

DETERMINATION DES DIVERS ELEMENTS

B	Résultat fiscal	**9 515 227**
C	Capitaux propres	**76 321 368**
S	Salaires bruts (dont avantages en nature)	**12 788 229**
VA	Charges de personnel	22 049 047
	+ Impôts et taxes et versements assimilés (hors T.V.A.)	1 783 305
	+ Charges financières	2 220 855
	+ Dotation de l'exercice aux amortissements	11 569 509
	+ Dotation de l'exercice aux provisions (hors dotations exceptionnelles)	2 569 528
	+ Résultat courant	13 079 454
	TOTAL VALEUR AJOUTEE	**53 271 698**

MONTANT DE LA PROVISION
684 061

GDB	**232 581**
RGZ	**451 480**

Le calcul consolidé donne un montant de provision de 590 511 €.
Il est retenu conformément à l'accord le cas le plus favorable soit le calcul de Régaz seulement.
L'écart est de 93 550 € soit environ 185 € par agent en moyenne.

GROUPE RÉGAZ DE BORDEAUX

COMPTES CONSOLIDÉS 2011-2012

Assemblée Générale du 28 mars 2013

RÉGAZ BORDEAUX
Porteur d'énergie

Gaz de Bordeaux
voir loin, rester proche

TABLE DES MATIERES

NOTE LIMINAIRE 1

RESULTAT 2011-2012 2

1. La marge gaz 3

1.1 Les données climatiques 3

1.2 Les données tarifaires 4

1.3 Le chiffre d'affaires gaz 5

1.4 Les achats de gaz 11

1.5 La marge gaz 11

2. Les produits du transit 12

3. Prestations et travaux 12

3.1 Activité chantiers auprès de la clientèle domestique 12

3.2 Maintenance des installations domestiques 13

3.3 Maintenance et travaux dans l'habitat collectif 13

3.4 Maintenance et réalisation d'installations professionnelles 13

3.5 Synthèse de l'activité Travaux & Services de GDB (hors géothermie) 13

4. Production immobilisée 14

4.1 Les investissements réseau 14

4.2 Les investissements logiciels 16

5. Achats 16

6. Services extérieurs 17

7. Autres services extérieurs 17

8. Impôts et taxes 17

9. Frais de personnel 17

10. Autres charges de gestion courante 18

11. Amortissements et provisions 18

12. Résultat financier 18

13. Résultat exceptionnel 18

14. Résultat net consolidé 19

15. Résultat de gestion 21

16. Suivi budgétaire des investissements hors réseau 23

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT 24

17. Bilan actif consolidé 25

18. Bilan passif consolidé 26

19. Compte de résultat consolidé 27

20. Variation des flux de trésorerie 28

ANNEXES 30
21. Périmètre et méthode de consolidation 31
22. Règles et méthodes comptables 31
23. Tableau de variation du crédit bail 32
24. Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du groupe) 32
25. Preuve d'impôt 33

NOTES RELATIVES AU BILAN ACTIF 34
26. Immobilisations incorporelles 35
27. Immobilisations corporelles 36
27.1 Immobilisations apportées par la Ville 36
27.2 Immobilisations mises en concession par le concédant 37
27.3 Immobilisations mises en concession par le concessionnaire 38
28. Autres immobilisations corporelles 38
29. Immobilisations financières 39
30. Amortissements 40
31. Stocks 41
32. Créances 42
33. Produits à recevoir 44
34. Trésorerie nette 44
35. Compte de régularisation 45
36. Impôts différés 46

NOTES RELATIVES AU BILAN ACTIF 48
37. Provisions pour risques et charges 49
38. Emprunts et dettes financières 52
39. Autres dettes 53
40. Charges à payer 54

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT 56
41. Analyse du chiffre d'affaires 57
42. Autres produits d'exploitation 57
43. Effectifs par méthodes 58
44. Charges d'exploitation 59
45. Résultat financier 60
46. Résultat exceptionnel 61

ENGAGEMENTS HORS BILAN 62
47. Primes commerciales 63
48. Engagements financiers 63
49. Fin du contrat de concession 63
50. Droit de suite 64
51. Entreprises liées 64
52. Participation 65

NOTE LIMINAIRE

Le document qui vous est présenté comprend deux parties.

- La première porte sur le compte de résultat détaillé accompagné d'un commentaire et des réalisations d'investissements.

- La seconde est constituée des informations légales obligatoires.

RESULTAT 2011 – 2012

1 La marge gaz

La marge gaz s'entend comme la différence entre le chiffre d'affaires gaz, les achats gaz, les coûts ATRT/Stockage et la CTA.

Elle est sensible aux données climatiques, aux mouvements du portefeuille, aux placements commerciaux et aux volumes effectivement vendus.

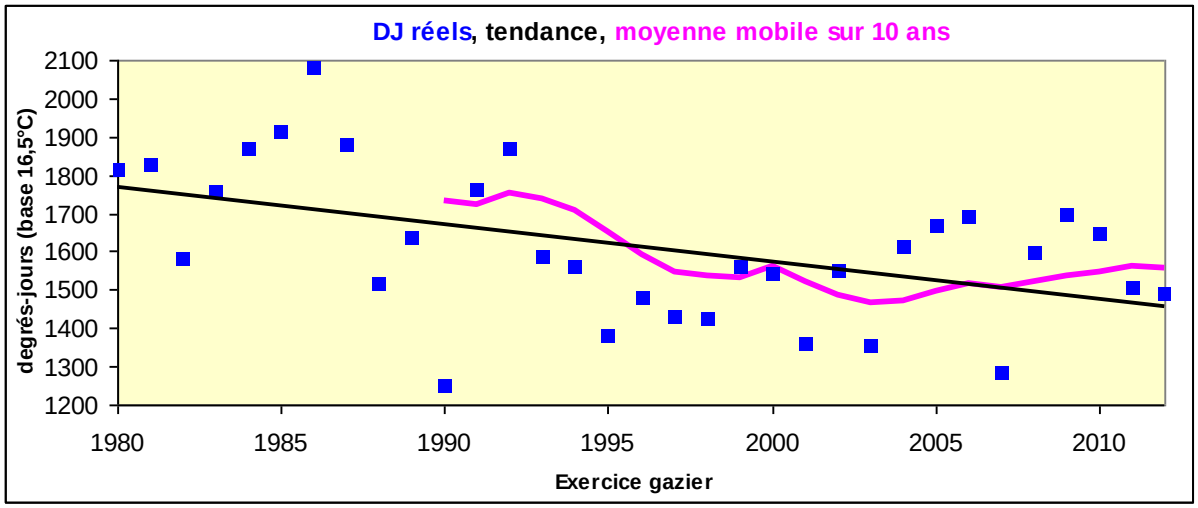
1.1 Les données climatiques

L'exercice 2011-2012 a vu une climatologie en dessous du budget avec 1 495 DJU enregistrés, soit moins 1,12 % par rapport à la référence budgétaire (1 512 DJU).

	2010/2011	**Prévus 2011-2012**	**Réel 2011-2012**
Degrés jours (base 16,5°C)	1 508	1 512	1 495
Moyenne trentenaire DJ	1 602		1 599
Moyenne décennale DJ	1 563		1 553

Tmj maxi	28,35 °C	le 18 août 2012
Tmj mini	- 5,80 °C	le 8 février 2012

Cette année nous avons atteint une température minimale moyenne de –5,80°C le 8 février 2012, le débit de pointe atteint sur cette journée est de **48 099 392 kWh/j**. Ce débit constitue un record pour une journée. La précédente pointe datait du 8 janvier 2009 avec une température minimale moyenne de -3,6°C et une pointe de **47 064 896 kWh/j**.



1.2 Les données tarifaires

Les coûts d'achat et les tarifs réglementés de vente ont évolué comme suit :

Date	Variation à l'achat en €/MWh	Variation à la vente en €/MWh
01/10/2011	-0,7 €/MWh	-0,7 €/MWh
01/01/2012	1,2 €/MWh	1,2 €/MWh
01/04/2012	2,5 €/MWh	2,5 €/MWh
01/07/2012	1,6 €/MWh	2,2 €/MWh

En matière tarifaire, cet exercice se caractérise par des mouvements à l'achat et à la vente identiques, à l'exception du mois de juillet 2012 qui prend en compte à la vente, outre l'application de la formule d'actualisation des coûts « matière », les variations des charges hors approvisionnement.

En effet, depuis juillet 2010 et dans le cadre du nouveau dispositif réglementaire, Gaz de Bordeaux a l'obligation, lors de son dépôt de juillet, de présenter à la DGEC l'ensemble des charges liées au tarif réglementé tarif par tarif.

Ainsi, en juillet 2012, après un travail préparatoire d'identification et de ventilation des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement, Gaz de Bordeaux a pu présenter à la CRE et au ministère :

- une demande de maintien de la formule d'actualisation tarifaire actée dans le précédent arrêté (Gaz de Bordeaux n'a pas fait évoluer sa formule d'achat réglementé depuis le 1er juillet 2010) ;
- une proposition de barème tarifaire fondée sur :
  - → une analyse précise des coûts par tarifs ;
  - → une étanchéité entre chaque tarif, permettant d'éviter toute subvention croisée, calculée sans variation des primes fixes (pour les tarifs DP) ;
  - → une évolution à la hausse des charges de commercialisation prise en compte
  - → une actualisation du niveau de marge raisonnable avec l'indice IPC (selon la formule figurant dans le décret du 18 décembre 2009) au niveau arrêté lors du dépôt de juillet 2010.

Les propositions de l'entreprise ayant été acceptées, le ministère a pu prendre (le 20 juillet 2012) un arrêté fixant le cadre général d'évolution et la formule d'actualisation des tarifs réglementés de Gaz de Bordeaux applicable à partir du 05 août 2012 (lendemain de la date de publication au JO) et valant pour une année.

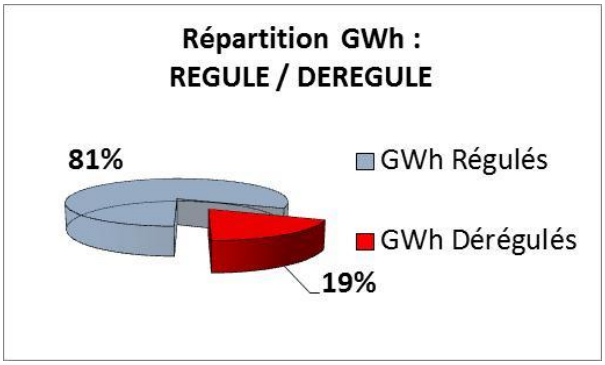
1.3 Le chiffre d'affaires gaz

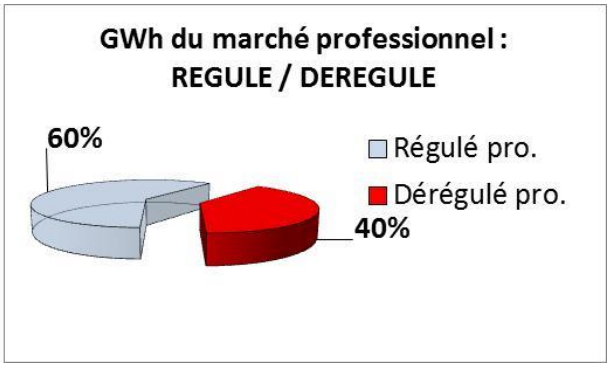
Rappel du budget : 240,6 M€
Réalisé : 239,8 M€

La quantité de gaz vendue sur l'exercice 2011/2012 est de **4 490 GWh** pour une rigueur climatique de **1 495 DJU** (les prévisions budgétaires avaient été fixées à 4 511 GWh pour 1 512 DJU).

LA REPARTITION DES QUANTITES VENDUES

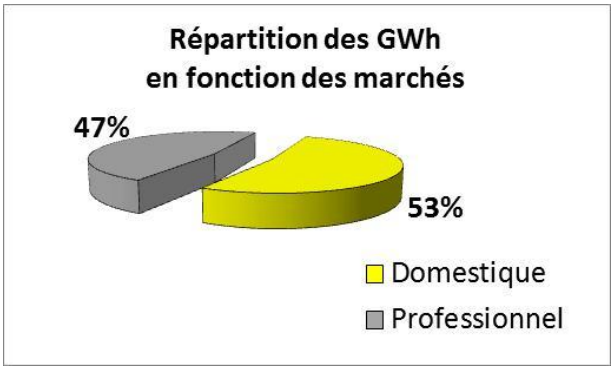
Même si les tarifs réglementés restent largement privilégiés par les clients, **l'émergence des offres en prix de marché** constatée lors des années précédentes se confirme pour atteindre 19% sur cet exercice (contre 12 % à la fin du précédent).





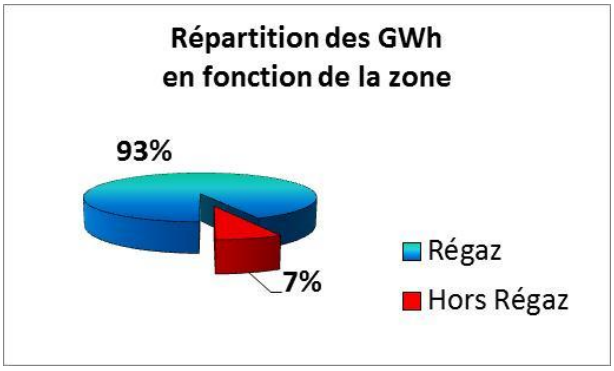
C'est évidemment sur le **marché des professionnels**, et notamment via la conquête hors territoire, que la progression des offres de prix de marché est la plus visible, le pourcentage de volume vendu en déréglementé sur ce marché ayant quasiment triplé en trois ans pour atteindre 40 % à la fin de l'exercice (contre 27 % à la fin du précédent).

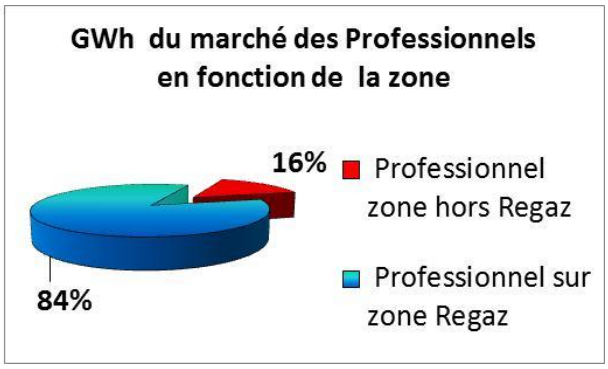
Par rapport à l'exercice précédent, la répartition des quantités vendues entre le marché résidentiel et le marché professionnel reste quasiment stable.



Enfin, il faut noter que l'exercice 2011/2012 confirme les bons résultats du développement des ventes hors territoire historique avec une répartition quasiment identique en volume à l'année précédente (7% de volume Hors territoire pour 6% l'exercice précédent) malgré un choix stratégique nouveau, qui a consisté à privilégier des cibles plus nombreuses, diversifiées et préservant un niveau de marge suffisant par rapport à des sites industriels auxquels étaient vendus des volumes importants, mais à des taux de marge faibles.

En fin d'exercice 2011-2012, 16 % des volumes vendus sur le marché des professionnels l'étaient hors territoire historique (contre 14 % à la fin du précédent).





LE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DE RÉGAZ

Marché	Budget	Réel
Habitat	19,3 GWh	26,4 GWh
Professionnel	13,0 GWh	11,3 GWh
Total	**32,3 GWh**	**37,7 GWh**

MARCHE HABITAT :

Le gaz naturel avait perdu sa position dominante sur le marché des logements neufs collectifs privés dans les années 90 avec le développement de la production électrique nucléaire en France et le boom du chauffage électrique.
Dans les années 2000, la croissance de la production de logements investisseurs aidée par les dispositifs de défiscalisation successifs pénalise à nouveau la performance du gaz naturel dans la construction de logements collectifs.
Aujourd'hui, la volonté des pouvoirs publics de valoriser les logements performants, à travers le dispositif Scellier BBC notamment, redonne aux solutions gaz naturel une position dominante.

Sur le marché de la maison individuelle neuve, depuis 2005, le taux de performance du gaz naturel est passé de 60% à 20%, avec un choix privilégié des accédants pour des solutions d'équipement électrique face à un coût croissant de la construction.

L'arrivée de la Réglementation Thermique 2012, anticipée progressivement depuis 2010 à travers le label BBC, permet au gaz naturel de renforcer ses atouts dans la construction neuve et de trouver un nouveau positionnement.

	OBJECTIF 2011/2012		RESULTAT		% de résultat	% de résultat
	Total Logts	Total GWh	Total Logts	Total GWh	En logt	En GWh
HABITAT NEUF	**2 795**	**14,90**	**5 253**	**20,37**	***188%***	***137%***
Collectif	*2 625*	*13,00*	*5 052*	*18,22*	*192%*	*140%*
Individuel	*170*	*1,90*	*201*	*2,15*	*118%*	*113%*
HABITAT EXISTANT	**235**	**4,40**	**180**	**2,48**	***77%***	***56%***
Collectif	*100*	*2,30*	*67*	*0,52*	*67%*	*22%*
Individuel	*135*	*2,10*	*113*	*1,97*	*84%*	*94%*
Affaires exceptionnelles (Ginko)				**3,58**		
TOTAL	**3 030**	**19,30**	**5 433**	**26,43**	***179%***	***137%***

- ***Habitat Neuf :***
  187% de l'objectif en nombre de logements et 136 % de l'objectif en GWh.

  Le marché de l'immobilier a explosé sur l'agglomération bordelaise en 2011 avec une augmentation supérieure à 100% des mises en chantier de logements collectifs. Cette croissance en volume de marché combinée à la hausse de notre taux de performance (60%), nous permet de concrétiser
  5 025 logements en gaz naturel. Ce résultat dépasse largement l'objectif calculé sur une prévision du marché bien plus faible.

  70% des logements commandés sont réalisés en usages individuels et 30% en chaufferie collective.

  Sur le marché de l'individuel, l'approche de la mise en application de la nouvelle réglementation thermique au 1er Janvier 2013 a contraint les constructeurs de maisons individuelles à se questionner sur les solutions à mettre en œuvre, réflexion qui a bénéficié au positionnement de notre énergie sur la fin de l'exercice.

  Par ailleurs, nous enregistrons en affaire exceptionnelle l'alimentation de la chaufferie gaz naturel qui vient en appoint de la chaufferie bio masse du réseau de chaleur du projet GINKO. Aménagé par l'opérateur Bouygues, ce projet totalise 2 149 logements et représente une consommation annuelle prévisionnelle 3,58 GWh.

- ***Habitat Existant :***
  77 % de l'objectif en nombre de logements et 56 % de l'objectif en GWh.

  Le marché de l'existant n'affiche pas encore les résultats escomptés, marché peu réglementé qui sera le marché cible de diminution des consommations d'énergie d'ici 2020.

  C'est cependant un secteur où le gaz naturel commence à reconquérir des parts de marchés, notamment sur l'individuel, avec la chute des ventes de PAC électriques.

MARCHE PROFESSIONNEL :

Le marché professionnel réalise 87% de son objectif de placement

Après deux années en repli, le marché professionnel neuf retrouve un niveau proche de celui de 2008.

La dynamique de l'agglomération bordelaise attire les nouveaux projets. De plus, les collectivités doivent investir dans de nouveaux équipements publics pour satisfaire à l'augmentation du nombre d'habitants induit par la construction de nouveaux logements.

Dans ce contexte, le gaz naturel se positionne en complément idéal des énergies renouvelables pour atteindre les objectifs du Grenelle Environnement II. Les nouvelles règles de construction bioclimatique mises en avant par la nouvelle réglementation thermique devraient permettre de repositionner l'offre gaz naturel.

Cependant, les secteurs d'activités bureaux et commerces représentent respectivement 18% et 26% du marché de la construction de locaux en 2011 sur les communes Régaz. Ils sont peu captifs au gaz naturel en raison de leurs besoins prioritaires en climatisation ou rafraîchissement.

En revanche, le Gaz Naturel conserve sa place de leader dans le process industriel. Même si la Gironde reste un des départements les moins industrialisés. Nous enregistrons 3,954 GWh avec 12 projets sur le secteur d'activités industrie/artisanat.

	OBJECTIF 2011/2012 en GWh	**Résultat**		**% Résultat**
		GWh	Projet	
NEUF	**9,00**	**6,56**	**62**	***73%***
Décideurs Privés	7,00	4,81	49	*69%*
Décideurs Publics	2,00	1,75	13	*87%*
EXISTANT	**4,00**	**4,77**	**27**	***119%***
Décideurs Privés	2,00	3,50	22	*175%*
Décideurs Publics	2,00	1,27	5	*64%*
TOTAL	**13,00**	**11,33**	**89**	***87%***

LE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DE GAZ DE BORDEAUX

Marché (placements nets des pertes)	Budget	Réel
Habitat	**6,4 GWh**	**9,5 GWh**
Professionnel	**-6,0 GWh**	**- 3,0 GWh**
Grands Comptes	**-203,0 GWh**	**-39,0 GWh**
Total	**-202,6 GWh**	**-32,5 GWh**

MARCHE HABITAT :

Les placements sur le marché habitat totalisent 9,5 GWh pour 1 585 logements et un objectif budgétaire de 12,3 GWh pour 2 020 logements. Cet écart s'explique principalement par un décalage dans la livraison de plusieurs résidences neuves labélisées (Bâtiment Basse Consommation) sur les derniers mois de cet exercice. Le volume de livraison sera plus important au cours du prochain exercice.

Pour cet exercice, nous n'avons enregistré aucun changement vers d'autres fournisseurs alors que le budget anticipait une perte de 5,9 GWh.

Il faut noter que le nombre de PCE actifs à la fin de l'exercice était supérieur à celui qu'il était au début de celui-ci (+ 200). Il faut y voir un renouveau du recours au gaz naturel, sans doute favorisé par les contraintes imposées aux constructions neuves par la norme BBC (pour mémoire, l'érosion du nombre de PCE atteignait 1000 par exercice au cours des trois précédents).

MARCHE PROFESSIONNEL ET GRANDS COMPTES :

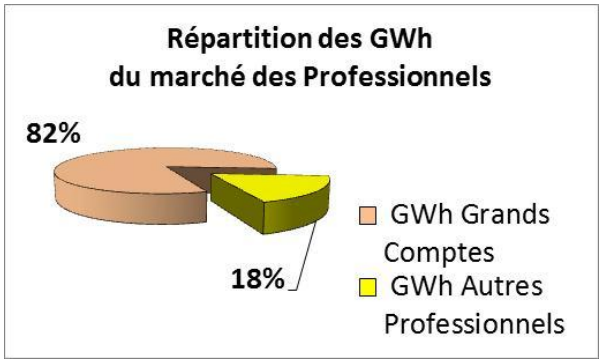
- ***Marché Professionnel***
  Les placements sur le marché professionnel ont atteint de 8 GWh pour une prévision budgétaire de 11 GWh. Ce résultat met en évidence la rareté des nouvelles affaires et des nouveaux points de consommation sur la zone historique de desserte et donc la nécessité d'un développement des placement hors territoire sur ce segment de marché (2 GWh placés sur l'exercice), auprès de décideurs locaux ayant des activités sur le département de la Gironde ou même sur l'ensemble du territoire national.

  Le volume de pertes sur le marché professionnel a atteint 11 GWh sur l'exercice, au bénéfice d'Altergaz et d'Alvéa (TEGAZ). La pression concurrentielle semble avoir été plus intense puisque ce volume représente 34 PCE perdus (contre 9 pour l'exercice précédent).

  Comme pour le marché de l'habitat, le portefeuille de PCE actifs est supérieur de près de 150 PCE à ce qu'il était en début d'exercice, ce qui marque de manière significative le développement hors territoire de Gaz de Bordeaux qui alimente désormais des clients sur le territoire de 140 communes (dont 46 sur la zone historique de desserte).

- ***Marché Grands Comptes***

Le segment de marché « Grands Comptes » (clients dont la consommation annuelle excède 5 GWh) regroupe la partie de la clientèle la plus sensible à la concurrence, une partie significative des volumes étant remise en jeu chaque année.
Or cet exercice confirme son importance stratégique puisque ce segment représente plus de 80 % des quantités vendues sur l'exercice.



Les grands comptes font toujours l'objet d'une attention particulière. Au cours de l'exercice 2011-2012, l'effort commercial a porté sur :

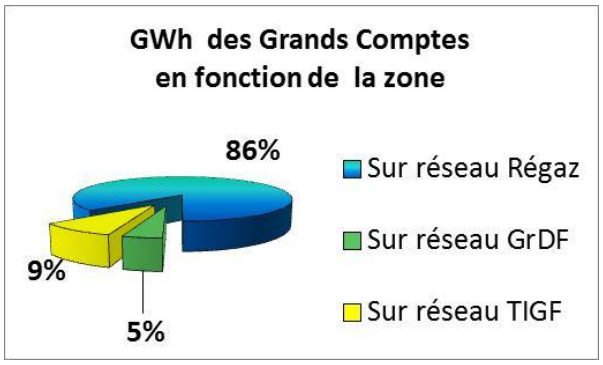
- La reconquête de clients perdus (SNPE, PROCINER)
- La conquête de clients hors réseau REGAZ (Gascogne Energie Services, SMURFIT, Résidences collectives…)
- La fidélisation de clients par le basculement en dérégulé (KEOLIS, Groupe BORDEAUX NORD),
- La reconduction de contrats dérégulés (EIFFAGE, GRAND PARC, COGENERATIONS SVD17, LYCEES AQUITAINE, Résidence CARRIET, Hôpital HAUT LEVEQUE,…)
- La limitation des pertes à la concurrence (SAIPOL, ELIS et SABENA).

Sur un marché qui impose une grande réactivité, les bons résultats obtenus sont liés à l'importante activité déployée en matière d'ingénierie de prix, 2 638 cotations ayant été réalisées sur l'exercice (portant sur un volume de 1 334 GWh dont 819 GWh ont été remportés).

Au total :

- le bilan des placements sur ce segment s'établit à 243 GWh (68 budget),
- la fidélisation (basculement et reconduction) s'élève à 576 GWh,
- les pertes à la concurrence ont été limitées à 282 GWh (289 budget).

La répartition par réseau (REGAZ/GrDF/TIGF) des volumes contractuels Grands Comptes s'établit ainsi :



Comme le montre la répartition par réseau des volumes Grands Comptes, ce segment apparaît bien comme un vecteur privilégié de l'expansion hors territoire.

1.4 Les achats de gaz

Rappel du budget :160,0 M€ 4 512 GWh
Réalisé : 166,4 M€ 4 490 GWh

Le poids des achats gaz est supérieur à la prévision budgétaire alors même que les volumes vendus ont été inférieurs. Plusieurs causes sont à l'origine de cet écart : hausse des prix d'achat (environ + 6 M€), dénouement d'un litige ancien avec ALTERGAZ et ajustement des coûts de stockage (+ 1 M€), pertes sur achats liées au compte d'écart (- 1 M€).

1.5 La marge gaz

Rappel du budget : 80,6 M€
Réalisé : 73,5 M€

	Budget 2011-2012	**Réel 2011-2012**
Quantités vendues	**4 511 GWh**	**4 412 GWh**
- dont territoire historique	*4 180 GWh*	*4 087 GWh*
- dont hors territoire	*331 GWh*	*325 GWh*
Chiffre d'affaires	**240 635 k€**	**239 836 k€**
Achats gaz	- 160 022 k€	- 166 354 k€
Marge	**80 613 k€**	**73 482 k€**

La marge gaz est en retrait de 7,1 M€ par rapport à la prévision budgétaire alors pourtant que les volumes alloués ne sont en retrait que de 21 GWh et le chiffre d'affaires de 800 k€.

Ce phénomène s'explique par:

- La baisse des marges unitaires pour certains types de clients professionnels passant des tarifs réglementés aux offres de marché ;

- La perte de marge liée au mécanisme d'application des tarifs particuliers dont bénéficient les salariés des IEG.

- Le versement à Altergaz d'un solde de tout compte au titre d'un litige ancien sur l'ajustement des coûts de stockage inclus dans le prix d'achat du gaz ;

- L'impact du compte d'écart GRD (78 GWh) générant :
  → Un manque à gagner à la vente
  → Une perte sur l'achat gaz

Concernant ce dernier point, il s'agit là d'une difficulté non récurrente (le compte d'écart des exercices à venir devrait retrouver des valeurs plus habituelles et non significatives), mais qui a pesé sur la marge gaz de l'exercice (et elle n'a pu être anticipée au budget).

2 Les produits du transit

Rappel du budget : -0,5 M€
Réalisé : -2,2 M€

3 Prestations et travaux

Rappel du budget : 10,5 M€
Réalisé : 11,2 M€

Le chiffre d'affaires de l'activité services à la fin de l'exercice 2011/2012 est une progression de 7% par rapport au budget.
Il se compose essentiellement des services de Gaz de Bordeaux pour 7,8 M€ (maintenances des installations, nouvelles installations), des refacturations aux clients énergie des interventions des GRD pour 0,5 M€ et des facturations de Regaz pour 2,8 M€ (prestations catalogues).

A la fin de l'exercice 2011-2012, le chiffre d'affaires de l'activité services de Gaz de Bordeaux est en progression de 3% par rapport au budget et de 19 % par rapport à l'exercice précédent.

La marge commerciale (chiffre d'affaires – coûts d'achat des marchandises vendues) s'établit à 49% (soit 3 points au-dessus de l'objectif) ce qui marque une progression de 5,8% par rapport à l'exercice précédent.

Ces résultats satisfaisants ont été obtenus, malgré un contexte économique particulièrement difficile, grâce à la revalorisation de certaines prestations (notamment le relèvement des tarifs des contrats d'entretien) et à une amélioration des conditions d'achat et de sous-traitance.

Le Chiffre d'affaires global de l'activité se décompose ainsi :
- chantiers domestiques : 2 563 k€ ;
- maintenance des installations domestique : 3 394 k€ ;
- maintenance et travaux dans l'habitat collectif : 378 k€ ;
- maintenance et travaux sur installations professionnelles : 1 338 k€ ;
- divers : 11 k€.

3.1 Activité chantiers auprès de la clientèle domestique

Les résultats de cette activité sont de 2,6 M€ soit 105% de l'objectif.

- Concernant les **remplacements d'appareils**, 961 opérations ont été réalisées (sur un objectif de 1 000) pour un chiffre d'affaires de 2 373 k€ et un panier moyen conforme aux prévisions.
  En termes d'opérations commerciales, si la campagne d'automne a été porteuse d'affaires (37% de l'objectif annuel), il n'en a pas été ainsi de la campagne de printemps en raison d'un contexte peu propice aux prises de décisions (élections nationales). De manière complémentaire, l'installation d'un show-room au sein de l'entreprise et l'organisation de deux journées portes ouvertes ont permis de capter des prospects à moindre coût, tout en valorisant l'image de l'entreprise.

- Concernant les **installations complètes** facturées au cours de cet exercice, si le volume des ventes reste inférieur aux prévisions (64%), le chiffre d'affaires est, quant à lui, conforme à l'objectif (190 K€), grâce à un panier moyen de 5.900 € HT supérieur de 52 % à la prévision budgétaire (3.800 € HT). Cette augmentation est liée à la réalisation d'installations solaires/gaz, d'opérations de conversions d'énergie (FOD/GN) et à l'équipement thermique complet de maisons neuves (budgets > 10 k€).

3.2 Maintenance des installations domestiques

Le point de sortie à 3,4 M€ est conforme à l'objectif budgétaire, pour 23 316 contrats en portefeuille au 30 septembre 2012, soit une progression de 1,5 % par rapport à la fin du précédent. Sa valeur progresse de 7,5% (2,9 M€ contre 2,7 M€) au regard de l'augmentation des tarifs appliqués (abonnements annuels, taux horaire, prise en charge, déplacements). 61% des 37 547 interventions ont été réalisées par les équipes de Gaz de Bordeaux (le solde étant sous-traité à des prestataires désormais tous équipés de matériels - tablettes PC - favorisant leur réactivité et simplifiant les contraintes logistiques et administratives associées à l'activité).

Parallèlement aux prestations de base (visites annuelles d'entretien et dépannages), la promotion de prestations complémentaires (vente de détecteurs de CO et/ou de fumée, opérations de plomberie, désembouages d'installations) a été poursuivie.

3.3 Maintenance et travaux dans l'habitat collectif

Le résultat sur ce marché atteint 82% de l'objectif (378 k€ pour un objectif de 457 k€) ; il est essentiellement dû à la réalisation du portefeuille de maintenance, les demandes de travaux hors contrat revêtant désormais un caractère exceptionnel.

3.4 Maintenance et réalisation d'installations professionnelles

Ce domaine réalise 101% de l'objectif (1,3 M€).
Toutefois, si la partie travaux atteint 113 % de l'objectif, l'activité maintenance reste en deçà (82% de l'objectif facturé sur l'exercice) malgré un maintien du niveau de notre portefeuille.

Le chiffre d'affaires réalisé en travaux a été dynamisé par les poses de DSC (Dispositif de Sécurité Collective), qui ont atteint 145 % de l'objectif, et quelques chantiers importants (> 100 k€).

L'activité de pose d'installations photovoltaïque n'a, quant à elle, atteint que 25% de l'objectif (50 k€/200 k€) dans un contexte règlementaire et fiscal particulièrement difficile.

3.5 Synthèse de l'activité Travaux & Services de GDB (hors géothermie)

La marge commerciale dégagée par cette activité s'établie à 3,8 M€, permettant de dégager un excédent brut d'exploitation de 0,5 M€ (frais de personnel à 3,1 M€) et un résultat d'exploitation avant imputation des charges communes de 0,4 M€.
Les frais de gestion et de structure (coûts commerciaux, coûts marketing, coûts supports, loyer immeubles, frais de véhicules, …), s'établissent à 3,1 M€ portant la marge nette à -2,8 M€.

Les actions visant à l'amélioration du niveau de marge entreprises au cours de cet exercice ont été efficaces ; elles doivent désormais s'accompagner d'un réel effort de développement des ventes afin de porter le volume d'activité confiée à un niveau permettant de couvrir les coûts de structures dont cette activité doit, en partie, assumer la charge.
En effet, l'augmentation du CA (+ 1,2 M€) entre les points de sortie 2010/2011 et 2011/2012 et les efforts de gestion ont permis d'améliorer le solde de notre marge commerciale de 1 M€ (+ 34% / n-1) sans augmenter les charges fixes ; il est donc indispensable de poursuivre les actions en ce sens.

4 Production immobilisée

Rappel du budget : 17,6 M€
Réalisé : 15,8 M€

	Réalisé	Budget
Investissements réseau :	14,6 M€	14,6 M€
Investissements logiciels :	1,2 M€	3,0 M€

L'exercice 2011/2012 a été marqué par la poursuite du programme d'élimination des fontes « Graphite Sphéroïdal 1ère génération », d'importants travaux de déplacement réseau liés à la 3ème phase du tramway et la poursuite du programme d'îlotage suite à l'incident du 20 mai 2011.

Le montant global des investissements prévu sur l'exercice était de 14 631 k€ et le réalisé à la fin du mois de septembre est de 14 588 k€.

4.1 Les Investissements réseau (14,6 M€)

DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION (2 M€)

EXTENSIONS COMMERCIALES (1,5 M€)

A la fin de l'exercice 15 583 m de canalisation et 1 292 PCE ont été réalisés pour un montant global brut de 1 461 k€, pour un prix au ml inférieur au montant budgété.
Les prévisions étaient de 12 000 ml et 1 700 PCE pour un montant budgété de 1 147 k€.

DENSIFICATION (0,5 M€)

Les prévisions budgétaires étaient de 662 PCE pour un montant global de 699 k€. Nous avons réalisé à fin exercice 1 015 PCE pour un montant brut de 538 k€.

QUALITE DE LA FOURNITURE ET EXPLOITATION COURANTE (12,4 M€)

ELIMINATION DES RESEAUX FONTES (6,9 M€)

Sur cette ligne budgétaire, il était prévu d'éliminer 20 Km de réseau fontes pour un montant de 7 098 k€. 21,9 km de canalisations fontes ont été éliminés pour un montant de 6 936 k€.

TRAMWAY (2,9 M€)

L'ensemble des opérations planifiées sur cet exercice avec les services communautaires en charge du tramway ont été réalisés. Ainsi, il a été dévoyé 5 787 ml pour un montant de 2 773 k€. Les travaux de protection cathodique, soit environ 300 k€ seront pris en charge par la CUB (raccord isolant, puits de mesure).

Les prévisions budgétaires étaient de 4 887 ml pour un montant de 2 028 k€ (hors protection cathodique).

Il faut noter un dépassement des coûts unitaires de l'ordre de 15% en raison des difficultés techniques rencontrées (terrassement en sur profondeur, présence d'eau,…) et des problèmes de coordination sur le terrain.

CHANGEMENTS DE COMPTEURS/DETENDEURS (0,9 M€)

Le budget 2011 VPE a été défini à 1 255 k€, le réalisé est de 938 k€

L'écart s'explique par les économies réalisées principalement sur la sous-traitance technique sur l'activité des postes clients de 25 à 100 m^3.

Ces résultats sont obtenus dans le respect des objectifs réglementaires fixés par la VPE.
La baisse du coût de la maintenance des postes clients 25 à 100 m^3 est le résultat de la tendance en cours sur le type d'intervention réalisé : plus de VPE et moins de rénovation.

Le nombre de détendeurs remplacés (7 000) a été conforme à l'objectif.

RENOUVELLEMENT SUR PROGRAMME DE TIERS (0,2 M€)

Cette activité dépend exclusivement des demandes de tiers et n'est pas planifiable sur un horizon supérieur à 2 mois. Cette année, nous avons réalisé des déplacements aussi bien dans le cadre de travaux d'assainissement que dans le cadre d'aménagements urbains. Sur cet exercice, nous avons déplacé environ 590 ml pour un montant de 207 k€.

ÎLOTAGE RESEAU BP (0,2 M€)

Le programme d'îlotage qui permet de sécuriser le réseau BP vise à mettre en place des îlots en fonctionnement autonome, qui alimentent au maximum 3 000 clients à fin 2012.
25 opérations de démaillages, mise en place de postes d'appoints ont été réalisés ou sont en cours sur cet exercice pour un montant de 215 k€.

MODERNISATION IMMEUBLES ANCIENS (0,4 M€)

Il était prévu de réaliser 280 opérations de modernisation d'ouvrages gaz en immeubles anciens et ce pour un montant de 413 k€.
A la fin de l'exercice, 210 immeubles pour un montant de 369 k€.
L'écart s'explique par la nécessité de transférer des moyens humains sur les programmes d'extension et de densification afin de respecter les délais imposés par les clients.

RENFORCEMENT ET MAILLAGE TECHNIQUE (0,3 M€)

Concernant le réseau primaire, il sera réalisé comme prévu au budget le renouvellement d'une conduite MPC sur le pont des « Religieuses » à Blanquefort sur un linéaire de 180 ml pour un montant de 139 k€.
D'autre part des travaux, non prévus au budget, ont été effectués préalablement à un chantier de voirie de la CUB sur un réseau acier dégradé situé sur la commune de Bruges pour un montant de 156 k€ et 820 ml.

PROTECTION DES BRANCHEMENTS EXISTANTS (0,2 M€)

Cette nouvelle activité a été industrialisée en 2010 au niveau national, Régaz s'est engagé sur un programme de 5 ans auprès de la DREAL. 909 opérations ont été réalisées sur cet exercice pour 900 prévues (292 k€). Le coût unitaire est moins élevé que prévu car la mise à jour de base de données a permis d'éviter des interventions sur le terrain.

DIVERS (0,23 M€)

Il s'agit principalement des investissements en :

- Protection cathodique pour 43 k€,
- Téléexploitation pour 97 k€,
- Postes pour 56 k€,
- Divers pour 30 k€.

AUTRES INVESTISSEMENTS (0,2 M€)

Ce poste couvre la numérisation des plans, dont le réalisé est conforme aux prévisions budgétaires.

4.2 Les Investissements Logiciels (1,2 M€)

Les investissements réalisés concernent 46 projets dont la plate forme technique pour le futur PGI (376 k€), 3 projets techniques concernant le GRD (455 k€). De manière plus détaillée, les projets suivants ont été réalisés ou sont en cours :

- PGI,
- Séparation et refonte des relèves,
- Evolution annuelle des flux et webservices,
- Evolution Outlook/exchange,
- Evolution architecture technique afin de préparer la venue du PGI,
- Amélioration et refonte de la dispatch,
- Calcul de réseaux au sein du SIG.

5 Achats

Rappel du budget : 6,5 M€
Réalisé : 6,8 M€

6 Services extérieurs

Rappel du budget : 23,8 M€
Réalisé : 21,9 M€

	Réalisé	Budget
Sous-traitances techniques :	16,5 M€	17,6 M€
Loyers :	2,9 M€	3,0 M€
Entretiens :	1,2 M€	1,4 M€
Assurances :	0,4 M€	0,4 M€
Maintenances :	0,6 M€	0,7 M€
Etudes et recherches :	0,2 M€	0,3 M€
Divers (documentation, travaux administratifs) :	0,1 M€	0,4 M€

7 Autres services extérieurs

Rappel du budget : 4,7 M€
Réalisé : 4,3 M€

	Réalisé	Budget
Intérim :	0,7 M€	0,7 M€
Honoraires :	1,4 M€	1,2 M€
Communication :	0,3 M€	0,5 M€
Frais de téléphone et courrier :	1,0 M€	1,1 M€
Frais de contentieux :	0,2 M€	0,2 M€
Frais bancaires :	0,3 M€	0,3 M€
Déplacements :	0,3 M€	0,4 M€
Divers :	0,1 M€	0,3 M€

8 Impôts et taxes

Rappel du budget : 2,0 M€
Réalisé : 1,9 M€

Ce poste couvre essentiellement la contribution économique territoriale (ancienne taxe professionnelle).

9 Frais de personnel

Rappel du budget : 33,2 M€
Réalisé : 32,0 M€

Baisse de l'intéressement de 400 k€.

10 Autres charges de gestion courante

Rappel du budget : 5,1 M€
Réalisé : 3,7 M€

	Réalisé	Budget
Redevance réseau :	2,2 M€	2,2 M€
en application des articles 51-1, 51-2, 51-3 de la Convention d'Exploitation		
Primes commerciales :	1,6 M€	2,1 M€
Créances irrécouvrables :	-0,1 M€	0,8 M€

11 Amortissements et provisions

Rappel du budget : 18,1 M€
Réalisé : 17,7 M€

Les amortissements sont légèrement supérieurs au budget (12,6 M€ réalisés pour 12,2 M€ budgétés).

La provision pour passifs sociaux (retraite essentiellement) n'est pas aussi élevée que la base des informations communiquée par la CNIEG qui permettent d'élaborer le budget de l'exercice (impact de 2 M€) ; la baisse des taux financiers a conduit a diminuer le taux d'actualisation retenu pour les engagements de retraite conduisant à un effet actuariel négatif de 2,6 M€ ; la provision pour dépréciation des immeubles de Bacalan n'a pas été constatée (impact de 0,9 M€).

12 Résultat financier

Rappel du budget : -1,5 M€
Réalisé : -1,1 M€

Il se compose d'une charge de 1,7 M€ d'intérêts de remboursement d'emprunts, de la dépréciation de 100% des titres de GNV Bordeaux pour 0,3 M€ et d'un produit net des placements de trésorerie de 0,9 M€,

13 Résultat Exceptionnel

Rappel du budget : -0,6 M€
Réalisé : 0,3 M€

Les composantes essentielles de ce poste sont les reprises nettes des amortissements dérogatoires (produit de 0,3 M€), les charges nettes de cession d'immobilisation (0,3 M€) et des produits divers (0,3 M€) relatifs aux dégrèvements d'impôts et rentrées exceptionnelles sur fournisseurs.
Les écarts proviennent des amortissements dérogatoires et des mises au rebut d'immobilisations.

14 Résultat net consolidé

Impôt sur les sociétés : 4,7 M€ par application des taux.

Participation : 0,7 M€ par application de la formule légale sur des données cumulées REGAZ+GDB.

Résultat net additionné (GDB+MIXENER+REGAZ) : 3,8 M€

Après les **écritures** spécifiques de **consolidation** le résultat se décompose comme suit :

Résultat net consolidé : 6 M€

Part minoritaires : -0,8 M€

PART DU GROUPE : 6,8 M€

15 Résultat de gestion

GROUPE GAZ DE BORDEAUX	REEL 2011/2012				
EN MILLIERS D'EUROS	REALISE 2010/2011 1508 DJU	BUDGET 2011/2012 1512 DJU	REALISE 2011/2012 1495 DJU	Ecarts BUD/REEL 17 DJU	*Ecarts % BUD/REEL 1,12%*
VENTES GAZ	215 817	240 635	239 836	799	*0,33%*
ACHATS	137 478	160 022	166 354	-6 332	*-3,96%*
MARGE COMMERCIALE GAZ	78 339	80 613	73 482	7 131	*8,85%*
RATIO VENTES/ACHATS	1,57	1,50	1,44		
PRESTATIONS ET TRAVAUX	10 153	10 477	11 632	-1 155	*-11,02%*
ATRD	804	-453	-2 207	1 754	*-387,20%*
PRODUCTION IMMOBILISEE	12 850	17 557	15 784	1 773	*10,10%*
PRODUCTION	102 146	108 194	98 691	9 503	*8,78%*
ACHATS ET CONSOMMABLES	5 845	5 743	6 050	-307	*-5,35%*
CARBURANTS	211	278	177	101	*36,33%*
FOURNITURES DE BUREAU	221	227	189	38	*16,74%*
EAU ENERGIE	304	265	356	-91	*-34,34%*
TOTAL ACHATS	6 581	6 513	6 772	-259	*-3,98%*
SOUS TRAITANCE TECHNIQUE	15 543	17 936	16 544	1 392	*7,76%*
LOYER IMMEUBLES PARKINGS	1 872	1 875	1 846	29	*1,55%*
LOCATIONS AUTRES	1 195	1 137	1 021	116	*10,20%*
ENTRETIENS	1 480	1 355	1 228	127	*9,37%*
ASSURANCES	397	409	431	-22	*-5,38%*
MAINTENANCE	431	664	617	47	*7,08%*
ETUDES ET RECHERCHES	86	280	152	128	*45,71%*
DOCUMENTATION ET CONGRES COLLOQUES	102	159	147	12	*7,55%*
TOTAL SERVICES EXTERIEURS	21 106	23 815	21 986	1 829	7,68%
INTERIM	751	699	652	47	6,72%
HONORAIRES	1 630	1 241	1 444	-203	*-16,36%*
FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	264	245	210	35	*14,29%*
COMMUNICATION	364	498	253	245	*49,20%*
COTISATIONS ET DIVERS	103	148	136	12	*8,11%*
TELEPHONE COURRIER	966	1 144	963	181	*15,82%*
FRAIS DE DEPLACEMENT	350	381	302	79	*20,73%*
SERVICES BANCAIRES	331	323	311	12	*3,72%*
TOTAL AUTRES SERV. EXTERIEURS	4 759	4 679	4 271	408	*8,72%*
VALEUR AJOUTEE	69 700	73 187	65 662	7 525	*10,28%*

EN MILLIERS D'EUROS	REALISE 2010/2011 1508 DJU	BUDGET 2011/2012 1512 DJU	REALISE 2011/2012 1495 DJU	Ecarts BUD/REEL 17 DJU	*Ecarts % BUD/REEL 1,12%*
TAXE PROFESSIONNELLE	1 350	1 210	1 180	30	*2,48%*
DIVERS	707	755	763	-8	*-1,06%*
TOTAL IMPOTS ET TAXES	2 057	1 965	1 943	22	*1,12%*
REMUNERATIONS	18 714	18 770	18 403	367	*1,96%*
CHARGES	14 246	13 865	14 114	-249	*-1,80%*
CONGES PAYES	255	284	290	-6	*-2,11%*
INTERESSEMENT	875	995	577	418	*42,01%*
TAXES SUR SALAIRES	523	584	754	-170	*-29,11%*
REMBOURSEMENT IVD ET IFC	-2 088	-1 280	-2 133	853	*-66,64%*
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	32 525	33 218	32 005	1 213	*3,65%*
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	35 118	38 004	31 714	6 290	*16,55%*
REDEVANCES	2 121	2 162	2 237	-75	*-3,47%*
PRIMES COMMERCIALES	1 453	2 058	1 604	454	*22,06%*
CREANCES IRRECOUVRABLES	1 198	850	-149	999	*117,53%*
DIVERS	-8	1	-3		
TOTAL CHARGES COURANTES	4 764	5 071	3 689	1 382	*27,25%*
AMORTISSEMENTS	11 581	12 225	12 556	-331	*-2,71%*
PROVISIONS NETTES	5 099	5 882	5 132	750	*12,75%*
TOTAL DOTS AMORTIS PROVS	16 680	18 107	17 688	419	*2,31%*
RESULTAT D'EXPLOITATION	13 674	14 826	10 337	4 489	*30,28%*
RESULTAT FINANCIER	-442	-1 456	-1 085	-371	*25,48%*
RESULTAT COURANT	13 232	13 370	9 252	4 118	*30,80%*
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-464	-597	-70	-527	*88,27%*
RESULTAT AVANT IS	12 768	12 773	9 182	3 591	*28,11%*
IMPOT SOCIETES	5 921	5 676	4 701		
PARTICIPATION	846	896	734		
RESULTAT NET COMPTABLE	6 001	6 201	3 747		
ECART DE CONSOLIDATION	562		2289		
RESULTAT CONSOLIDE	6 563		6 036		
PART DES MINORITAIRES	32		-763		
RESULTAT PART DU GROUPE	6 531		6 799		

16 Suivi budgétaire des investissements hors réseau (€)

Comptes	Libellé	BUDGET GROUPE	REEL GROUPE
205 000	Logiciels	859 000,00	437 666,95
208 110	Autres immobilisations incorporelles	169 500,00	0,00
213 500	Aménagement constructions		1 110,00
215 240	Installatios Photovoltaïques	2 529 391,00	57 127,32
215 360	Géothermie centrale	668 000,00	0,00
215 400	Matériel distribution	22 500,00	22 500,00
215 420	Matériel industriel SAV		2 714,01
215 500	Outillage industriel	111 860,00	75 702,62
218 100	Agencements amgts divers	98 000,00	2 129,00
218 200	Véhicules		14 265,61
218 310	Matériel informatique		34 064,74
218 400	Mobilier	38 410,00	21 500,70
TOTAL		**4 496 661,00**	**668 780,95**

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

17 Bilan actif consolidé

	Notes	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
ACTIF IMMOBILISE			
Ecarts d'acquisition			
Amortissements			
Net			
Immobilisations incorporelles		90 028 846	88 578 135
Amortissements et provisions		65 774 826	61 006 523
Net	1	**24 254 020**	**27 571 612**
Immobilisations corporelles		209 803 441	194 518 765
Amortissements et provisions	4	79 301 160	72 393 867
Net	2-3	**130 502 281**	**122 124 898**
Immobilisations financières		1 665 951	1 544 729
Provisions			82 222
Net	5	**1 665 951**	**1 462 507**
Titres mis en équivalence			
Total de l'Actif Immobilisé		**156 422 252**	**151 159 017**
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours	6	6 618 033	5 512 910
Créances clients et avances versées	7	60 039 352	62 684 048
Autres créances	7	9 973 596	10 300 636
Impôts différés actifs	11	7 438 063	5 084 930
Compte de régularisation	10	1 015 556	1 456 487
Valeurs mobilières de placement	9	32 652 782	50 803 715
Disponibilités & Instruments de trésorerie	9	20 873 281	1 919 788
Total de l'Actif Circulant		**138 610 663**	**137 762 514**
Activités cédées actif			
TOTAL DE L'ACTIF		**295 032 915**	**288 921 531**

Créances clients : dont avances et acomptes: 15 687 € au 30/09/12 et 43 340 € au 30/09/11.

18 Bilan passif consolidé

	Notes	Valeurs Nettes N	Valeurs Nettes N-1
CAPITAUX PROPRES			
Capital		38 000 000	38 000 000
Primes			
Réserves		60 250 073	57 577 174
Ecarts de conversion			
Résultat net		6 799 362	6 530 348
Provisions réglementées			
Subventions d'investissement		315 128	350 142
Total des Capitaux Propres Part du Groupe		**105 364 563**	**102 457 664**
Intérêts minoritaires		10 251 522	10 973 009
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE		**115 616 085**	**113 430 673**
Autres Fonds Propres			
Provisions	12	37 152 962	32 991 847
Dont Ecart d'acquisition négatif			
Dont Prov.pr risques des ME			
Dont prov. pr impôts différés		298 711	249 490
Dont avantages postérieurs à l'emploi		33 742 957	29 647 406
DETTES			
Emprunts obligataires			
Autres emprunts et dettes financières	13	56 721 953	58 154 848
Concours bancaires - instru. financiers passifs	9-13	1 802 823	563 948
Dettes fournisseurs et avances reçues	14	63 254 260	63 487 790
Autres dettes	14	20 009 507	20 028 017
Comptes de régularisation	10	475 325	264 408
Activités cédés passif			
TOTAL DU PASSIF		**295 032 915**	**288 921 531**

Dettes fournisseurs : dont avances et acomptes reçus: 42 509 332 € au 30/09/12 et 44 971 773 € au 30/09/11.

19 Compte de résultat consolidé

	Notes	Valeurs Nettes N	Valeurs Nettes N-1
Produits d'exploitation		***273 117 795***	***243 440 437***
Chiffre d'affaires	16	251 858 850	226 839 622
Autres produits d'exploitation	17	21 258 945	16 600 815
Charges d'exploitation	19	**262 589 179**	**230 726 237**
Achats et variation de stock		177 075 627	145 332 087
Impôts, taxes et versements assimilés		2 708 583	2 619 907
Charges de personnel	18	31 719 686	31 840 969
Dotations aux amortissements		19 908 571	20 373 515
Autres charges d'exploitation		31 176 712	30 559 759
RESULTAT D'EXPLOITATION		**10 528 616**	**12 714 200**
Produits sur opérations en commun			
Charges sur opérations en commun			
Produits financiers		1 049 793	950 890
Charges financières		1 782 218	1 861 955
RESULTAT FINANCIER	20	**-732 425**	**-911 065**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		**9 796 191**	**11 803 135**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	21	**-1 388 558**	**818 311**
Impôts sur les bénéfices		4 700 810	5 921 154
Impôts différés	11	-2 329 057	138 424
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		**6 035 880**	**6 561 868**
Quote-part dans les résultats des sociétés ME			
Dotations aux amort. des écarts d'acquisition			
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		**6 035 880**	**6 561 868**
Intérêts minoritaires		-763 482	31 520
RESULTAT NET		**6 799 362**	**6 530 348**

20 Variation des flux de trésorerie

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
RESULTAT NET	**6 799 362**	**6 530 348**
Part des minoritaires dans le résultat stés intégrées	-763 482	31 520
Quote part dans resultat sociétés en équivalence		
Dividendes reçus des sociétés en équivalence		
Elim. des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation		
Dérive de résultat + Résultat de dilution		
Dotations aux Amortissements et provisions	19 428 718	19 217 910
Reprises des Amortissements et provisions	-2 748 578	-2 739 325
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		
Plus et moins values de cession	401 292	418 172
Impôts différés	-2 329 057	138 424
Subventions virées au résultat	-35 014	-35 014
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**20 753 241**	**23 562 035**
Variation des frais financiers	**-17 647**	**-14 793**
Variation nette exploitation	**1 643 107**	**2 047 807**
Var° de stock	-1 105 123	-3 727 732
Transferts de charges à répartir		
Var° des Créances d'exploit°	1 369 324	2 498 421
Var° des Dettes d'exploit°	1 378 906	3 277 118
Variation nette hors exploitation	**1 670 667**	**-4 595 403**
Var°des créances hors exploitation	1 596 214	-1 551 494
Var°des dettes hors exploitation	-577 395	-1 710 105
Comptes de liaison		-1 032 752
Charges et produits constatés d'avance	651 848	-301 052
Pertes & gains de change		
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**3 296 127**	**-2 562 389**
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**24 049 368**	**20 999 646**
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaisst / acquisition immos incorporelles	-1 455 445	-2 628 095
Décaisst / acquisition immos corporelles	-17 552 824	-11 777 561
Encaisst / cession d'immos corp et incorp	7 776	26 680
Subventions d'investissement encaissés		
Décaisst / acquisition immos financières	-446 796	-322 135
Encaisst / cession immos financières	303 505	105 527
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales	-60 153	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-19 203 937**	**-14 595 584**
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital ou apports		326 085
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-3 866 500	-5 861 500
Dividendes versés aux minoritaires		-257 576
Variation des autres fonds propres		
Encaissements provenant d'emprunts	8 000 000	12 028 993
Remboursement d'emprunts	-9 415 248	-8 837 697
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-5 281 748**	**-2 601 695**
VARIATION DE TRESORERIE	**-436 317**	**3 802 367**
Incidences des variations de taux de change		
TRESORERIE A L'OUVERTURE	**52 159 555**	**48 357 188**
Reclassement de trésorerie		
TRESORERIE A LA CLOTURE	**51 723 240**	**52 159 555**

ANNEXES

21 Périmètre et méthode de consolidation

La création de la filiale GAZ DE BORDEAUX a donné naissance au GROUPE GAZ DE BORDEAUX et a conduit à la présentation de comptes consolidés à partir du 30 septembre 2008.

Le périmètre de consolidation est constitué des sociétés REGAZ, GAZ DE BORDEAUX (dont REGAZ détient 66% du capital), MIXENER dont REGAZ détient 100% des titres, et GNV DE BORDEAUX (dont GAZ DE BORDEAUX détient 51% de participation). Compte tenu des liens de dépendance, elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les intérêts minoritaires sont composés par les sociétés ALTERGAZ/ENI (actionnaires de GAZ DE BORDEAUX) et GNVert, filiale de GDF SUEZ (actionnaire de GNV DE BORDEAUX).

22 Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les éléments des activités ordinaires même exceptionnelles par leur fréquence ou leur montant ont été laissés en résultat courant.

Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

D'où la définition du résultat exceptionnel :
Ce sont des charges ou produits d'un montant significatif par rapport au résultat et qui sont :

* *inhabituels* :	fort degré d'anomalie par rapport aux activités normales de l'entreprise et à son environnement.
**d'une survenance exceptionnelle* :	forte probabilité de ne pas survenir à nouveau compte tenu de l'environnement de l'entreprise.

Cette définition rend donc extrêmement rare l'utilisation des comptes exceptionnels.
Toutefois, de par leur classement comptable, les cessions d'immobilisations figurent dans le résultat exceptionnel.

La production immobilisée est évaluée au coût de production. En matière informatique, seules les créations de logiciels sont immobilisées et amorties fiscalement en totalité.

En matière de consolidation le référentiel choisi est la règle Française, en particulier le règlement 99-02 applicable par les sociétés non cotées n'ayant pas opté pour la norme IFRS.

Les comptes inter-sociétés sont éliminés.

Les accroissements et allégements futurs d'impôts sont constatés.

Les amortissements dérogatoires sont éliminés.

23 Tableau de variation du crédit bail

Le crédit-bail n'est pas retraité. Toutefois, à titre d'information les montants relatifs aux crédits-baux concernant l'immeuble 6 place Ravezies sont les suivants :

	30/09/2012	30/09/2011
Emprunt correspondant valeur bien	9 013 476	9 013 476
Échéances capital	5 185 889	4 423 741
CAPITAL RESTANT DU	**3 827 587**	**4 589 735**
Valeur bien	9 013 476	9 013 476
Amortissement	2 463 703	2 111 745
VALEUR NETTE COMPTABLE DU BIEN	**6 549 773**	**6 901 731**
Échéances totales du crédit-bail périodes	6 721 864	5 883 155
Frais financiers totaux périodes	1 535 975	1 459 414
Capital total périodes	5 185 889	4 423 741

24 Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du groupe)

	CAPITAL	RESERVES CONSOLIDEES	RESULTAT	AUTRES	TOTAL
SITUATION 30/09/11	**38 000 000**	**57 577 174**	**6 530 348**	**350 142**	**102 457 664**
Mouvements 10/11					
- Affectation résultat 10/11		6 530 348	-6 530 348	-35 014	-35 014
- Résultat 11/12			6 799 362		6 799 362
- Distribution de dividendes		-3 866 500			-3 866 500
- Correction IDR				9 051	9 051
Prime d'émission					
SITUATION 30/09/12	**38 000 000**	**60 241 022**	**6 799 362**	**324 179**	**105 364 563**

L'impôt sur les sociétés relatif aux passifs sociaux n'est pas déprécié. En effet, les résultats de GAZ DE BORDEAUX dans le futur permettront d'apurer la créance.

Evénement post-clôture :

Un protocole d'accord a été signé entre Gaz de Bordeaux, Eni G&P France B.V, Eni Gas & Power France SA (anciennement Altergaz) et Régaz le 2 octobre 2012 en vue du rachat par la société de 257 576 de ses propres actions, jusque là détenues par des actionnaires minoritaires, en vue de leur annulation, **pour un montant de 27 000 826 €**. Conformément aux dispositions de l'article L225-207 du Code de commerce, cette opération s'est inscrite dans le cadre d'une réduction de capital non motivée par des pertes décidée par une Assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 2 octobre 2012. Elle a été mise en œuvre par Décisions du Président en date du 30 octobre 2012. Le capital de la société à été réduit à 500 000 €.

25 Preuve d'impôt

	GDB	GNV BX	MIXENER	REGAZ	Total
Résultat consolidé	-3 441 993,00	-121 573,00	-43 224,00	12 014 423,00	8 407 633,00
Taux d'impôt théorique	34,43	34,43	34,43	34,43	34,43
IMPOT THEORIQUE (A)	-1 185 193,00	-41 862,00	-14 883,00	4 136 966,00	2 895 028,00
Frais de personnels non déductibles	4 696,00			13 006,00	17 703,00
Taxes et pénalités non déductibles	119,00			64,00	184,00
Total autres charges non déductibles	1 539 646,00			1 143 388,00	2 683 034,00
Total Réintégrations	1 544 461,00			1 156 459,00	2 700 920,00
Quote part de frais sur dividendes de filiales					
Total autres produits non taxables	315 774,00			350 439,00	666 213,00
Total Déductions	315 774,00			350 439,00	666 213,00
Autres différences permanentes					
EFFET DES DIFFERENCES PERMANENTES (B)	1 228 687,00			806 019,00	2 034 707,00
. impôt différé social à l'ouverture (effet du report variable)					
. impôt différé conso - différentiel de taux					
EFFET DU REPORT VARIABLE					
. éléments soumis à l'impôt sur les sociétés à un taux réduit					
. impôt différé social autre taux					
. impôt différé social au taux réduit					
EFFET DES TAXATIONS A TAUX REDUITS					
Taux de la filiale	34,00	33,00	34,00	34,00	137,00
. sur impôt théorique	0	679,00		-0	679,00
. sur différences permanentes	-0			-0	-0
. sur impôt différé social à taux normal					
. sur impôt différé social à taux réduit					
. sur impôt différé conso		658,00			658,00
EFFET DES DIFFERENTIELS DE TAUX COURANT D'IMPOSIT° MERE / FILLE	-0	1 337,00		-0	1 337,00
. pertes fiscales non utilisées ou non activées		20 587,00			20 587,00
. utilisation des déficits antérieurs					
EFFET DES DEFICITS REPORTABLES		20 587,00			20 587,00
EFFET DES IMPOTS SANS BASE	-59 354,00			-157 157,00	-216 511,00
EFFET DES IMPOTS NON ACTIVES	-1 378 909,00			-984 485,00	-2 363 395,00
EFFET DE L'INTEGRATION FISCALE					
TOTAL AUTRES ELEMENTS (C)	-1 438 263,00	21 924,00		-1 141 642,00	-2 557 981,00
CHARGE D'IMPOT EFFECTIVEMENT CONSTATEE (A+B+C) (D)	-1 394 769,00	-19 937,00	-14 883,00	3 801 343,00	2 371 754,00
Taux effectif d'impôt	41,00	16,00	34,00	32,00	123,00
CONTROLE					
Impôt société constaté	11 519,00			4 689 291,00	4 700 810,00
Impôt différé constaté	-1 406 288,00	-19 937,00	-14 883,00	-887 949,00	-2 329 057,00
Total (E)	-1 394 769,00	-19 937,00	-14 883,00	3 801 342,00	2 371 753,00

NOTES RELATIVES AU BILAN ACTIF

26 Immobilisations incorporelles

	Valeurs Brutes	Amortissements/ Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Concessions, brevets, licences	89 816 529	65 774 826	24 041 703	27 358 295
Droit au bail				
Fonds de commerce				
Autres immobilisations incorporelles	212 317		212 317	213 317
Autres immobilisations incorporelles Crédit bail				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes s/ immo incorp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**90 028 846**	**65 774 826**	**24 254 020**	**27 571 612**

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
31 décembre N-1	88 578 135	61 006 523	27 571 612
Augmentations	1 451 711	4 768 303	-3 316 592
Diminutions	1 000		1 000
Variations de périmètre			
Ecarts de change			
31 décembre N	**90 028 846**	**65 774 826**	**24 254 020**

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition et la production immobilisée informatique ne comprend que les phases d'analyse organique, de programmation et de documentation. Les coûts supportés au titre de l'an 2012 ont été immobilisés et amortis comptablement sur 3 ans et fiscalement sur 12 mois au prorata temporis.

Les immobilisations en cours comprennent les licences et DSD (Dossiers de Spécifications Détaillées) relatives au Progiciel de Gestion Intégrée. En effet, il a été décidé de poursuivre ce projet sur la base du même produit mais avec un autre intégrateur. La part de marché concernant l'analyse fonctionnelle et l'étude préalable, estimée à 137 332 €, a été exclue des immobilisations en cours.

27 Immobilisations corporelles

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Terrains	224 022	51 050	172 972	**181 350**
Constructions	3 798 830	2 266 406	1 532 424	**1 732 038**
Installations tech, mat et outillages ind.	21 998 570	13 278 397	8 720 173	**8 972 671**
Autres immobilisations corporelles	172 067 853	63 705 307	108 362 546	**104 015 062**
Immobilisations corporelles en cours	11 714 166		11 714 166	**7 223 777**
Immeubles de placement				
Avances et acomptes s/ immo corp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**209 803 441**	**79 301 160**	**130 502 281**	**122 124 898**

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
31 décembre N-1	194 518 765	72 393 867	122 124 898
Augmentations	16 490 153	7 786 922	8 703 231
Diminutions	1 205 477	879 629	325 848
Variations de périmètre			
Ecarts de change			
31 décembre N	**209 803 441**	**79 301 160**	**130 502 281**

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition et la production immobilisée au coût de production déterminé par l'addition des éléments suivants :

- coût d'acquisition des matières consommées.
- charges directes de production (main d'œuvre et sous-traitance).
- charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production pour un montant de 581 324 € pour 2011-2012.

Les immobilisations en cours totalisent 11 714 166 € et se décomposent en 8 766 948 € d'immobilisations corporelles en cours et 2 947 128 € d'immobilisations incorporelles en cours (applications informatiques).

27.1 Immobilisations apportées par la Ville

La valeur brute des immobilisations apportées par la Ville de Bordeaux en capital a été évaluée par le commissaire aux apports par lots.

Pour passer au total d'un lot à la valeur brute immobilisation par immobilisation, la méthode suivante a été utilisée :

- actualisation au 30/06/91 (par coefficient d'érosion monétaire) des valeurs d'origine de chaque bien.
- coefficients d'abattements pour tenir compte de la vétusté, suivant règles ci-dessous.
- répartition au prorata de la valeur actualisée abattue par rapport au total apporté (par lot).

Règles d'abattement :

- Progiciels, matériels informatiques et aménagements installations :	20% par an avec un maximum de 80%
- Géothermie et compteurs :	5% par an avec un maximum de 80%
- Matériels et outillages : mobilier de bureau :	10% par an avec un maximum de 90%

27.2 Immobilisations mises en concession par le concédant

Ces immobilisations restent la propriété de la Ville de BORDEAUX. Elles ne figurent donc pas à l'actif du bilan du Groupe.

Toutefois, à titre d'information, les valeurs brutes au 30 septembre 2012 sont les suivantes :

PA	24	Branchements propriété RMGB	15 354 490
PA	25	Branchements sur domaine concédé	21 739 287
PA	27	Canalisations sur sol d'autrui	65 348
PA	30	Réseau transport HP	6 888 276
PA	32	Canalisations propriété RMGB	37 510 455
PA	33	Canalisations domaine concédé	55 493 465
PA	35	Canalisations géothermie	1 444 971
PA	42	Postes de détente RMGB	587 069
PA	43	Postes de détente concessions	570 675
PA	44	Protection cathodique RMGB	10 735
PA	45	Protection cathodique concessions	46 670
		TOTAL	**139 711 442**

Ce montant n'est pas à rapprocher des immobilisations incorporelles dont le montant comprend pour 67 448 112 € de valeur brute correspondant à la redevance de concession passée en charges sur la durée du contrat de concession de 30 ans.

27.3 Immobilisations mises en concession par le concessionnaire

L'article 69 de la convention d'exploitation avec la Ville de Bordeaux traitant du sort des biens en fin de contrat, qu'elle qu'en soit la cause, prévoit que « les terrains acquis et les ouvrages y compris les biens de renouvellement réalisés par la société, nécessaires au service, sont remis à la Ville. La Ville doit à la société une indemnité égale à la part non amortie de ces immobilisations et réalisations y compris le renouvellement des installations existantes ».

A ce titre, l'engagement de la Ville de Bordeaux se monte à 51 433 470 € au 30 Septembre 2012 et l'engagement de la totalité des autres communes à 56 176 311 € à la même date.

28 Autres immobilisations corporelles

Le montant de 172 067 853 € correspond aux immobilisations suivantes :

- canalisations mises dans les concessions par le concessionnaire : 125 431 315 €,
- branchements mis dans les concessions par le concessionnaire : 33 686 809 €,
- postes mis dans les concessions par le concessionnaire : 7 490 616 €,
- protection cathodique mise dans les concessions par le concessionnaire : 911 214 €,
- véhicules, mobilier et matériel de bureau et matériel informatique : 2 780 454 €,
- Installations générales et agencements : 1 738 286 €,
- Gaz en tuyau : 29 160 €.

29 Immobilisations financières

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Titres de participations	693 584		693 584	633 431
Créances ratt. à des participations conso.				
Créances ratt. à des participations non conso.				
Autres titres immobilisés				
Prêts	479 485		479 485	485 913
Actifs financiers				
Actions propres				
Autres immobilisations financières	492 882		492 882	343 163
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**1 665 951**		**1 665 951**	**1 462 507**

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
31 décembre N-1	1 544 729	82 222	1 462 507
Augmentations	506 949		506 949
Diminutions	385 727	82 222	303 505
Variations de périmètre et écarts de change			
31 décembre N	**1 665 951**		**1 665 951**

Le montant de 693 584 € représente des titres de participation :

- pour 399 960 €, il s'agit de titres de **Gascogne Energie Services** pour laquelle Régaz et Gaz de Bordeaux ont participé à l'augmentation de capital pour détenir chacune 2,04% des actions. L'exercice social a débuté le premier janvier 2010 pour se terminer le 30 septembre 2010. Il n'est donc pas comparable à l'exercice 2011. Le report à nouveau au 30/09/2011 est négatif de 416 723 € pour moins 2 924 € au 30/09/2010. Le résultat de l'exercice est de moins 505 529 € pour moins 413 799 € l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires de l'exercice se monte à 8 205 664 € pour 4 563 457 € l'exercice précédent. Au regard des perspectives de développement de l'entreprise (22 nouvelles concessions ont été signées), les titres n'ont pas été dépréciés. Le capital est de 10 108 590€, il n'y a pas de réserves. Il n'y a pas eu de dividendes distribués.

- pour 233 470 € il s'agit de titres de la société **ENE'O** (ex Régie de Carmaux) dont REGAZ détient 3,61% des actions. Le capital est de 6 475 000 €, les réserves de 112 735 € et il n'y a pas de report à nouveau. Au 30 septembre 2011, les fonds propres se montent à 7 020 094 €. Le chiffre d'affaires de l'exercice du 01/10/2010 au 30/09/2011 se monte à 11 631 137€ (10 829 676 € l'exercice précédent). Le résultat net de l'exercice 2010/2011 est de 213 117 € pour 212 663 € l'exercice précédent. Les dividendes reçus au cours de l'exercice se montent à 6 537€.

- Pour 60 000 € il s'agit de titres de la société SUDYDRO dont Mixéner détient 14,28% des actions.

- Pour 152 € il s'agit de titres du Crédit Coopératif.

Le montant de 479 485 € correspond à des prêts accordés aux agents, dont 451 485 € pour l'accession à la propriété et 28 000 € à des prêts pour véhicules mis au parc de l'entreprise.

Leurs variations sont les suivantes :

ACCESSION A LA PROPRIETE	TOTAL	PART < 1 an	PART > 1 an
Au 01/10/2011	426 913	35 334	391 579
+ prêts accordés	62 474		
- remboursements	37 902		
= solde 30/09/2012	**451 485**	**37 932**	**413 553**

PRETS DE VEHICULES	TOTAL	PART < 1 an	PART > 1 an
Au 01/10/2011	59 001	28 000	31 001
+ prêts accordés			
- remboursements	31 001		
= solde 30/09/2012	**28 000**	**19 667**	**8 333**

Le montant de 492 882 € correspond à des dépôts de garantie versés pour les contrats de transports et stockage de gaz (480 851 €) et à divers autres dépôts pour 12 031€.

30 Amortissements

Les éléments d'actif immobilisés font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens.

Ceux-ci correspondent aux taux habituels. La valeur nette comptable ainsi obtenue peut être considérée comme économiquement justifiée.

Les amortissements fiscaux correspondent aux amortissements comptables.

Nous n'avons constaté aucun amoindrissement de la valeur de nos éléments d'actif qui résulterait de causes dont les effets n'ont pas été jugés irréversibles.
Les biens apportés en capital ou vendus par la Ville de Bordeaux suivent le régime des biens d'occasion.

Les taux et durées d'amortissement suivants ont été pratiqués :

	OCCASION	NEUF
- Logiciels :	Linéaire 3 ans	Linéaire 3 ans
- Installations	Linéaire 5 ans	Linéaire 10 ans
- Recherches essais :	Linéaire 5 ans	Dégressif 5 ans
- Matériels outillages :	Linéaire 3 ans	Dégressif 5 ans
- Géothermie, forages :	Linéaire 10 ans	Linéaire 30 ans
- Géothermie s/stations :	Linéaire 10 ans	Linéaire 10 ans
- Compteurs, détendeurs :	Linéaire 10 ans	Durée d'utilisation
- Véhicules et aménage :	Linéaire 3 ans	Linéaire 5 ans
- Mob., matériel de bureau :	Linéaire 5 ans	Linéaire 10 ans
- Matériel informatique :	Linéaire 5 ans	Dégressif 5 ans
- Branchements :		Durée d'utilisation
- Postes et protection cathodique :		Durée d'utilisation
- Canalisations :		Durée d'utilisation

Amortissement des immobilisations mises en concession par le concédant

Ces immobilisations restent la propriété de la Ville de BORDEAUX. Elles ne figurent donc pas à l'actif du bilan de REGAZ.

Toutefois, à titre d'information, les valeurs brutes au 30 septembre 2012 sont les suivantes:

PA	24	Branchements propriété RMGB	12 036 488
PA	25	Branchements sur domaine concédé	20 063 772
PA	27	Canalisations sur sol d'autrui	50 367
PA	30	Réseau transport HP	6 239 421
PA	32	Canalisations propriété RMGB	31 830 304
PA	33	Canalisations domaine concédé	51 796 660
PA	35	Canalisations géothermie	1 346 446
PA	42	Postes de détente RMGB	446 835
PA	43	Postes de détente concessions	519 437
PA	44	Protection cathodique RMGB	10 157
PA	45	Protection cathodique concessions	46 670
		TOTAL	**124 386 556**

Ce montant n'est pas à rapprocher des amortissements des immobilisations incorporelles dont le montant comprend pour 47 100 926 € d'amortissements correspondants à la redevance de concession passée en charges sur la durée du contrat de concession de 30 ans.

31 Stocks

	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Matières premières				
En cours biens	481 019		481 019	
Produits finis				
Marchandises	6 307 265	170 251	6 137 014	5 512 910
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	**6 788 284**	**170 251**	**6 618 033**	**5 512 910**

La valorisation des stocks est effectuée au coût moyen pondéré pour les produits achetés (calculé mensuellement) en tenant compte du stock initial.

Le stock de matières premières (gaz) n'est pas déprécié car renouvelé continuellement. Cette nouvelle activité de gestion de gaz stocké a débuté le 01/10/2010. Le niveau du stock au 30/09/2012 est de 146 806 MWh.

Pour tenir compte de la vétusté de certaines pièces, le stock a été déprécié de 170 251 €.

La méthode retenue est la suivante : classement du stock de marchandises en fonction de la date de la dernière commande pour chaque article référencé. Les dépréciations suivantes ont ensuite été pratiquées :

Exercices	Magasin Général
<30/09/2002	100%
2002-2003	90%
2003-2004	90%
2004-2005	80%
2005-2006	70%
2006-2007	60%
2007-2008	50%
2008-2009	30%
2009-2010	20%
2010-2011	10%
2011-2012	0%

32 Créances

	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Avances et acomptes versés	15 688		15 688	43 340
Clients	63 242 182	3 218 518	60 023 664	62 640 708
CRE. CLIENTS / AV. VERSEES	**63 257 870**	**3 218 518**	**60 039 352**	**62 684 048**
Créances sociales	21 265		21 265	25 436
Créances fiscales	9 629 267		9 629 267	9 940 345
Comptes courants débiteurs				
Créances sur cession d'immos				
Prim. Remboursement oblig.				
Débiteurs divers	323 064		323 064	334 855
Instruments financiers dérivés				
Capital souscrit appelé non versé				
AUTRES CREANCES	**9 973 596**		**9 973 596**	**10 300 636**

	Moins de 1 an	Plus de 1 an
Avances et acomptes versés	15 688	
Clients	63 242 182	
Créances sociales	21 265	
Créances fiscales	9 629 267	
Comptes courants débiteurs		
Créances sur cession d'immos		
Débiteurs divers	323 064	
Instruments financiers dérivés		
Capital souscrit appelé non versé		
TOTAL CREANCES	**73 231 466**	

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Le solde du compte de provision pour dépréciation se monte à 3 218 518 €. La provision est calculée en fonction de l'ancienneté des créances clients.

TABLEAU DE DEPRECIATION

	Clients actifs	Clients résiliés
- soldes clients antérieurs à décembre 2011	100%	100%
- soldes clients de janvier 2012	80%	100%
- soldes clients de février 2012	60%	100%
- soldes clients de mars 2012	40%	100%
- soldes clients d'avril 2012	20%	80%
- soldes clients de mai 2012	0%	60%
- soldes clients de juin 2012	0%	40%
- soldes clients de juillet 2012	0%	20%
- soldes clients d'août 2012	0%	0%
- soldes clients de septembre 2012	0%	0%

Le gaz relevé et non facturé est comptabilisé en factures à établir. Il est enregistré au prix de vente calculé en fonction des tarifs applicables aux différentes périodes de consommation.

Le gaz non relevé et non facturé est porté en factures à établir. Une estimation des consommations prévisionnelles est calculée en fonction des derniers index connus et des consommations rattachables à la période définie en fonction du profilage de chaque client et pondéré en fonction des degrés-jours de la période, puis écrêtée sur des valeurs moyennes. Le prix appliqué calculé en fonction des tarifs applicables aux différentes périodes de consommation au prorata temporis. L'estimation retenue est issue de l'état de calcul effectué à la date la plus proche de la clôture de l'exercice, soit l'état tiré le 20/10/2012.

Les interventions d'entretien réalisées avant le 30 septembre et facturées postérieurement au 1er octobre sont portées en production de services en-cours.

33 Produits à recevoir

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Fournisseurs avoirs non parvenus		6 604
Créances clients et comptes rattachés	51 276 312	54 270 234
Organismes sociaux		
Autres créances	2 567 895	1 628 934
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	**53 844 207**	**55 905 772**

34 Trésorerie nette

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Valeurs mobilières de placement	32 652 782	50 803 715
Prov.dép.Valeurs mobilières de placement		
VMP / Actions propres		
Total valeurs mobilieres de placement	**32 652 782**	**50 803 715**
Disponibiltés	20 873 281	1 919 788
Instruments financiers Actif		
Total dispo. et instru. de trésorerie	**20 873 281**	**1 919 788**
Concours bancaires courants	1 802 823	563 948
Instruments financiers Passif		
Sous-total passif	**1 802 823**	**563 948**
TOTAL TRESORERIE NETTE	**51 723 240**	**52 159 555**

35 Compte de régularisation

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
ACTIF		
Charges constatées d'avance	1 015 556	1 456 487
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Compte de liaison actif		
Ecart de conversion actif		
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	**1 015 556**	**1 456 487**
PASSIF		
Produits constatés d'avance	**475 325**	**264 408**
Compte de liaison passif		
Ecart de conversion passif		
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	**475 325**	**264 408**

Les charges constatées d'avance sont principalement constituées par les certificats d'économie d'énergie acquis par anticipation.

Afin de respecter ses engagements internationaux de la France sur la limitation des émissions de gaz à effet de serre, un décret pris à avril 2006 a institué le dispositif des certificats d'économie d'énergie. Au titre de celui-ci, les fournisseurs doivent, par période triennale collecter un quota de certificats d'économie d'énergie dont l'importance varie selon le volume de leurs ventes. Ils peuvent obtenir de tels certificats en réalisant eux-mêmes des économies d'énergie ou en aidant leurs clients à en faire en réalisant chez eux divers travaux concourant à cet objectif. Ils peuvent aussi les acquérir auprès de tiers ayant obtenu, après travaux, de tels certificats. L'exécution de leur obligation par les fournisseurs d'énergie est contrôlé par la DREAL (s'ils n'y parviennent pas, ils se trouvent exposés à une pénalité). Le quota à atteindre est révisé par périodes triennales.

Période du 1/1/2011 au 31/12/2013

Selon le décret n° 2010-1663 du 29 décembre 2010, l'obligation de Gaz de Bordeaux, assise sur les ventes réelles de gaz des années 2010, 2011 et 2012 atteint environ 947 GWh cumac pour ces trois ans.

Le bilan cumulé à fin septembre 2012 est le suivant :

CEE en compte sur le registre national (www.emmy.fr) au 30/9/2012	711 GWh cumac
CEE en cours de déclaration auprès de la DREAL (déclarations d'avril et mai 2012)	79 GWh cumac
TOTALCEE	**790 GWh cumac**

Avant fin 2013, Gaz de Bordeaux devra donc acquérir 157 GWh cumac pour satisfaire à son obligation.

Les dépenses engagées sur l'exercice ont atteint 926 310 € pour un budget prévisionnel de 1,4 M €.

36 Impôts différés

Nature des différences temporaires ACCROISSEMENTS	30/09/2012
Amortissements dérogatoires	402 219
TOTAL	**402 219**

Nature des différences temporaires ALLEGEMENTS	30/09/2012
Provision non déductible l'année de la comptabilisation: participation	234 971
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation: organic et aide au logement	182 247
TOTAL	**417 218**

La variation des impôts différés actifs est la conséquence du réajustement entre la provision constituée et l'impôt différé figurant à l'actif.

NOTES RELATIVES AU BILAN PASSIF

37 Provisions pour risques et charges

	A Nouveau	Mouv. de Périmètre	Augmen-tation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Variations	Ecarts de conversion	Solde
Provisions pour litiges								
Prov. pour garanties données								
Prov. pour perte sur marché à terme								
Prov. pour amendes et pénalités								
Prov. pour perte de change								
Prov. autres risques	1 592 891		128 413	121 502				1 599 802
Total Prov. pour risques	**1 592 891**		**128 413**	**121 502**				**1 599 802**
Prov. pour pensions								
CEJR			123 111					123 111
Prov. pour impôts								
Prov. pour renouvellement d'immo.								
Prov. pour grosses réparations								
Prov. pour retraites anticipées								
Prov. pour restructuration								
Prov. charges / congés payés								
Prov. pour autres charges								
Total Prov. pour charges			**123 111**					**123 111**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**1 592 891**		**251 524**	**121 502**				**1 722 913**

- Une provision pour risque Urssaf de 1 335 202 € portant sur les distributions opérées au titre de la participation légale l'accord signé en 1992 n'ayant pas été renouvelé en 1997 date de sa fin d'application : ce point est contesté. Le contrôle de l'Urssaf a été réalisé en deux fois et porte sur les années 2006 à 2010.
- Risques divers : 264 600 €.
- Par ailleurs, il a également été provisionné au cours de l'exercice un montant de 123 111€ au titre du compte épargne jours retraite (CEJR), mécanisme permettant d'acquérir des jours en fonction de la pénibilité physique de certains postes, jours qui doivent être pris en une fois juste avant le départ en retraite.

	A Nouveau	Mouv. de Périmètre	Augmen-tation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Variations	Ecarts de conversion	Solde
Provisions pour litiges								
Prov. pour garanties données								
Prov. pour perte sur marché à terme								
Prov. pour amendes et pénalités								
Prov. pour perte de change								
Prov. autres risques								
Total Prov. pour risques								
Prov. pour pensions	29 647 406		6 071 564	2 099 124				33 619 846
Prov. pour medaille du travail								
Prov. pour impôts								
Prov. pour renouvellement d'immo.								
Prov. pour grosses réparations								
Prov. pour retraites anticipées								
Prov. pour restructuration								
Prov. charges / congés payés								
Prov. pour autres charges	1 502 060		455 162	445 730				1 511 492
Total Prov. pour charges	**31 149 466**		**6 526 726**	**2 544 854**				**35 131 338**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**31 149 466**		**6 526 726**	**2 544 854**				**35 131 338**

Depuis l'institution de la CNIEG en 2004, la loi impose aux entreprises de la branche des IEG de garantir le financement des avantages postérieurs à l'emploi qui excèdent les prestations servies dans le cadre du régime général. Ces engagements constituent une dette qui est inscrite en provision au passif du bilan (conformément à l'article L 123-13, alinéa 3, du Code de commerce).

La valeur des engagements totaux devant être assumés par l'ensemble des entreprises de la branche est mise à jour au 31 décembre de chaque année par la CNIEG qui applique la norme IAS 19.

La part des engagements individuels de chaque entreprise dépend du poids qu'elle représente au sein de la masse salariale de la branche (pour Régaz : environ 0,20 %). La CNIEG met à la disposition de chacune un outil informatique (la « calculette CNIEG ») qui leur permet de déterminer le montant de leurs engagements. Dès lors que ces engagements sont assumés à long terme (2088) leur calcul doit intégrer la prise en compte d'un taux d'actualisation (ce taux doit être saisi dans la « calculette CNIEG » lors de chaque calcul du montant des engagements). La CNIEG n'en préconise aucun et laisse à chaque entreprise le libre choix de celui-ci.

Jusqu'au 30 septembre 2011, ce taux était fixé à 4,5 %.

La recommandation CNC 2003-R-01 préconise d'en choisir un par référence à un taux de marché sur les obligations d'entreprises de première catégorie (les entreprises notées AA) pour des durations équivalentes à celles des engagements. Toutefois, il n'existe pas d'indice calculé spécialement pour les engagements de retraite qui portent, notamment, sur des durations de 30 ans et plus.

Le contexte économique de la zone euro a eu notamment pour conséquence une baisse du taux « IBoxx corporate AA 10+ » (de 4,61% au 30 septembre 2011 à 2,91% au 30 septembre 2012), qui était l'indice usuellement retenu pour calculer l'actualisation des engagements de retraite provisionnés.

L'IFRIC a été saisi en raison de l'effet mécanique de la baisse des taux sur le montant des engagements et des conséquences en résultant pour la situation comptable des entreprises. Il ne se prononcera vraisemblablement pas dans un délai compatible avec les impératifs du présent arrêté des comptes.

En l'absence de réponse doctrinale et en raison de la duration des engagements, le taux d'actualisation de 3,9 % retenu au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2012 a été calculé à partir de la moyenne des taux des obligations notées A (à 10 ans et plus) des 6 derniers mois.

La valeur de l'engagement du groupe Régaz Bordeaux atteint 31 345 603 €, soit 2 571 014 € de plus que si le taux avait été fixé à 4,5 % comme pour les exercices précédents. Il s'agit là d'une charge qui impacte directement les comptes du groupe Régaz Bordeaux.
Pour mémoire, valeur des engagements du groupe Régaz Bordeaux selon différents taux :

Au taux de 4,5% : 28 774 589 €,
Au taux de 3,9% : 31 345 603 €,
Au taux de 3,0% : 36 169 576 €.

Les engagements au titre des indemnités de départ en retraite se montent à 2 274 243 €. L'hypothèse de turn-over est de 0% ; l'hypothèse d'augmentation moyenne des salaires de 2%.

Les autres provisions pour charges concernent :

- Les médailles de travail du régime général comme celles spécifiques aux industries électriques et gazières. Dans un premier temps, il a été calculé le montant total à verser à chaque salarié (au moment de son départ en retraite) année par année (sans hypothèse de turn-over et de mortalité). Le montant ainsi provisionné est de 1 114 530 €.
- Une provision pour dépannages (service après- vente) de 396 962 €.

Les variations de provision sont :	Augmentations	Diminutions
Exploitations	7 284 146 €	4 342 390 €
Financières	353 037 €	109 746 €
Exceptionnelles	1 056 634 €	1 321 545 €

38 Emprunts et dettes financières

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	50 888 458	52 089 078
Emprunts auprès des établissements de crédit CT		
Dettes participations des salariés		
Dettes financières diverses	5 833 495	6 065 770
Dettes financières Crédit-bail		
Concours bancaires courants	1 802 823	563 948
Instruments financiers Passif		
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	**58 524 776**	**58 718 796**

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 417 353	28 932 958	12 538 147
Emprunts auprès des établissements de crédit CT			
Dettes participations des salariés			
Dettes financières diverses	33 726		5 558 173
Dettes financières Crédit-bail			
Total ICNE	241 596		
Concours bancaires courants	1 802 823		
Instruments financiers Passif			
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	**11 495 498**	**28 932 958**	**18 096 320**

39 Autres dettes

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	20 733 712	18 478 406
Avances et acomptes reçus	42 520 548	45 009 384
Dettes sociales	8 224 472	8 688 913
Dettes fiscales	11 199 636	9 103 707
Fournisseurs d'immobilisations	418 250	914 711
Comptes courants créditeurs		
Instruments dérivés passifs		
Dettes diverses	167 149	1 320 686
TOTAL AUTRES DETTES	**83 263 767**	**83 515 807**

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	20 733 712		
Avances et acomptes reçus	42 520 548		
Dettes sociales	8 224 472		
Dettes fiscales	11 199 636		
Fournisseurs d'immobilisations	418 250		
Comptes courants créditeurs			
Instruments dérivés passifs			
Dettes diverses	167 149		
TOTAL AUTRES DETTES	**83 263 767**		

40 Charges à payer

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Clients avoirs à établir	11 216	37 612
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 783 925	12 876 268
Dettes fiscales et sociales	14 413 649	13 666 893
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	152 701	72 548
TOTAL DES CHARGES A PAYER	**25 361 491**	**26 653 321**

Commentaires :		
Les charges à payer classées en "autres dettes" comprennent :	152 701	72 548
* Intérêts bancaires:	4 868	4 641
* Agefiph:	26 555	36 105
* Aides commerciales :	25 640	
* Taxe foncière et taxe sur ordures ménagères	29 000	
* Crèche	13 493	
* Autres:	53 145	31 802

NOTES RELATIVES
AU COMPTE DE RESULTAT

41 Analyse du chiffre d'affaires

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Ventes de gaz	245 090 047	220 506 437
Prestations et travaux	11 281 310	10 666 208
Contribution Tarifaire d'Acheminement	-5 820 356	-5 855 861
Acheminement du gaz hors groupe	1 307 849	1 522 838
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	**251 858 850**	**226 839 623**

42 Autres produits d'exploitation

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
En-cours de production de biens et services	8 628	-436 243
Production immobilisée	15 783 559	12 849 779
Reprises de provisions	4 394 792	3 473 656
Transferts de charges	1 024 580	700 184
Divers	47 385	13 437
TOTAL AUTRES PRODUITS EXPLOITATION	**21 258 944**	**16 600 814**

43 Effectifs par méthodes

	GDB	GNV BX	MIXENER	REGAZ	Total
Effectif moyen employé - Intégration Globale	172		1	338	511
Effectif moyen employé - Intégration Proportionnelle					
Total	**172**		**1**	**338**	**511**
Effectif employé					
Salarié - Intégration Globale					
Salarié - Intégration Proportionnelle					
Sous Total					
Mise à disposition - Intégration Globale					
Mise à disposition - Intégration Proportionnelle					
Sous Total					
Effectif employé					
Cadres et professions supérieurs - Intégration Globale	*30*		*1*	*54*	*85*
Cadres et professions supérieurs - Intégration Proportionnelle					
Sous Total	***30***		***1***	***54***	***85***
Techniciens et agents de maîtrise - Intégration Globale	*132*			*196*	*328*
Techniciens et agents de maîtrise - Intégration Proportionnelle					
Sous Total	***132***			***196***	***328***
Employés - Intégration Globale	10			88	98
Employés - Intégration Proportionnelle					
Sous Total	***10***			***88***	***98***
Ouvriers - Intégration Globale					
Ouvriers - Intégration Proportionnelle					
Sous Total					
Total	***172***		***1***	***338***	***511***

L'information relative à l'organe de direction, conformément au décret du 29 novembre 1983, n'est pas fournie car cela conduirait à identifier la situation d'un membre déterminé.

Les droits individuels à la formation non éteints se montent à 53 100 heures.

44 Charges d'exploitation

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Achats matières 1ères & autres appro.	19 391 095	9 441 276
Variation stocks matières 1ères & aut. appro.	-686 554	-4 251 143
Achats de sous-traitance	7 500	7 500
Achats non stockés, Matériel et Fournitures	1 836 526	1 948 220
Autres services extérieurs	20 397 790	19 826 677
Achats de marchandises	156 481 411	138 103 004
Variation stocks de marchandises	45 649	83 230
Autres charges externes	5 820 581	6 085 178
Impôts, taxes et versements assimilés	2 708 583	2 619 907
Rémunération du personnel	18 848 215	18 782 507
Charges sociales	12 136 980	12 212 046
Participation des salariés	734 491	846 416
Dotations amort. et prov. d'exploit.	19 908 571	20 373 515
Total dot. prov. dep. exp.		
Autres charges d'exploitation	4 958 341	4 647 904
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**262 589 179**	**230 726 237**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice 2011-2012 s'élève à 204 320 €.

45 Résultat financier

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Total des dividendes		
Autres produits de participation	64 537	
Produits des autres immobilisations financières	868	1 067
Revenus des autres créances et VMP		
Gains de change		
Aj. JV actifs de transaction		
Aj. JV VMP trésorerie		
Aj. JV immos placement		
Produits nets sur cession de VMP	973 517	932 748
Autres produits financiers	10 871	17 075
Reprises sur prov. et amort. financiers		
Escomptes obtenus		
Transfert de charges financières		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**1 049 793**	**950 890**
Dotation aux prov. & amort. financiers		
Intérêts et charges financiers	1 383 812	1 364 803
Pertes de change	59	
Charges nettes sur cession de VMP		
Coût du passage à l'EURO		
Escomptes accordés		
Autres charges financières	398 347	497 152
TOTAL CHARGES FINANCIERES	**1 782 218**	**1 861 955**
RESULTAT FINANCIER	**-732 425**	**-911 065**

46 Résultat exceptionnel

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Produits exceptionnels sur op. de gestion	158 669	201 267
Produits exceptionnels sur ex. antérieurs		
Produits de cession d'éléments d'actifs	7 776	26 680
Subventions virées au résultat	35 014	35 014
Autres produits exceptionnels	9 802	3 306 229
Reprises de provisions exceptionnelles	178 844	468 962
Transferts de charges exceptionnelles		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	**390 105**	**4 038 152**
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	72 583	20 344
Charges sur exercices antérieurs		
VNC des éléments d'actifs cédés	409 068	444 852
Autres charges exceptionnelles	1 092 557	2 492 684
Dotations de provisions exceptionnelles	204 455	261 961
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	**1 778 663**	**3 219 841**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-1 388 558**	**818 311**

Compte tenu de ce résultat exceptionnel, on peut estimer l'économie d'impôt à ce titre à 478 081 € y compris la contribution sociale. Le total de l'impôt dû étant de 4 700 810 €, l'impôt dû au titre des autres éléments s'élève donc à 5 178 891 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

47 Primes commerciales

La valeur des engagements pris en matière de primes commerciales et de bonification de prêts au cours de l'exercice 2011/2012 et non encore décaissées se monte à : 1 117 413 €.

La comptabilisation de la charge devrait intervenir pour 912 000 € en 2012/2013 et 205 413 € en 2013/2014.

48 Engagements financiers

Les emprunts qui comportent des possibilités de tirage en fonction de la situation de trésorerie de l'entreprise sont classés en long terme compte tenu de l'engagement ferme et durable et du plan de diminution des plafonds de tirage.

L'entreprise a signé des engagements de swap permettant d'échanger des financements à taux variable contre des financements à taux fixe. Compte tenu des taux à la clôture de l'exercice (en général euribor 3 mois), ceci se traduit par les engagements financiers suivants :

- 2012/2013 : 385 569 €
- 2013/2014 : 379 542 €
- 2014/2015 : 301 130 €
- 2015/2016 : 218 715 €
- 2016/2017 : 107 653 €
- 2017/2018 : 3 694 €
- 2018/2019 : -17 641 €
- 2019/2020 : -17 809€
- 2020/2021 : -7 090 €
- 2021/2022 : -837 €

Le notionnel correspondant s'élève à la date de la clôture à 28 840 670€.

49 Fin du contrat de concession

Les engagements reçus par Régaz s'élèvent à : cf note 2.

Contrat de concession du Taillan :

Le contrat de concession (prolongé par voie d'avenant) a pris fin à la date du 30 septembre 2012. En date du 29 septembre, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'un nouveau contrat de concession à compter du premier octobre 2012 et pour une durée de 9 ans. La rédaction de l'article 5-3-2 n'implique pas de provision à constater au titre de la fin du contrat de concession. Les écritures de fin de contrat seront comptabilisées en 2012/2013.

50 Droit de suite

Un protocole d'accord a été signé entre Gaz de Bordeaux, Eni G&P France B.V, Altergaz et Régaz le 2 octobre 2012 relatif à la réduction de capital par voie de rachat par la société de ses propres actions en vue de leur annulation. Conformément aux dispositions de l'article L.225.207 du Code de commerce, une réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant de 257 576 actions en vue de leur annulation a été approuvée à cette date. Elle porte sur les actions détenues par les associés minoritaires.

L'article 3 de cet accord intitulé « droit de suite » précise qu'en cas d'acquisition par un tiers acquéreur d'une fraction supérieure ou égale à 34% du capital de la Société, intervenant en une ou plusieurs fois dans un délai de trois ans, un complément de prix serait versé en application de la formule suivante et si le montant est positif :

Complément de prix = 34% * M * (Prix de Vente Equivalent – Prix de Référence – Franchise) + 34% * Dividendes – 100% Intérêts.

51 Entreprises liées

Régaz garantit Gaz de Bordeaux :

- à hauteur de 200 000 € pour le marché de la cité municpale de Bordeaux concernant le contrat entre Gaz de Bordeaux et DV construction ;
- à hauteur de 200 000 € pour le marché de la cité municpale de Bordeaux concernant le contrat entre Gaz de Bordeaux et Urbicité.

52 Participation

FORMULE DE CALCUL : P = 1/2 (B - C x 5%) x (S / VA)

P = Provision pour participation
B = Bénéfice net
C = Capitaux propres
S = Salaires bruts
VA= Valeur ajoutée

DETERMINATION DES DIVERS ELEMENTS		
B	Résultat fiscal	**9 515 227**
C	Capitaux propres	**76 321 368**
S	Salaires bruts (dont avantages en nature)	**12 788 229**
VA	Charges de personnel	22 049 047
	+ Impôts et taxes et versements assimilés (hors T.V.A.)	1 783 305
	+ Charges financières	2 220 855
	+ Dotation de l'exercice aux amortissements	11 569 509
	+ Dotation de l'exercice aux provisions (hors dos except.)	2 569 528
	+ Résultat courant	13 079 454
	TOTAL VALEUR AJOUTEE	**53 271 698**

MONTANT DE LA PROVISION
684 061

La participation est calculée sur la base des comptes additionnés Gaz de Bordeaux plus Régaz, seuls les comptes réciproques de charges et de produits étant éliminés.

D-2013/538
Réseaux Gaz de Bordeaux (RÉGAZ-BORDEAUX). Rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2011-2012. Information.

Monsieur Jean-Charles PALAU, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux a confié à la société anonyme d'économie mixte (« SAEML ») RÉGAZ BORDEAUX, par le biais d'une convention d'exploitation, en date du 1er juillet 1991, la distribution de gaz sur le territoire communal.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délégataires ont l'obligation de remettre à l'autorité délégante un rapport annuel sur la base duquel est issue la présente synthèse.

1/ LE RESEAU DE DISTRIBUTION AU 30/09/2012

RÉGAZ dessert la Ville de Bordeaux ainsi que 45 autres communes de la Gironde. Au 30 septembre 2012, le réseau de distribution comprenait 3.338 km de canalisations, dont :

- 525 km de canalisations basse pression,
- 2.571 km de canalisations moyenne pression type B, et
- 242 km de canalisations moyenne pression type C.

RÉGAZ, c'est 165.572 branchements, 253.533 points de comptage-estimation (PCE) et 208.099 compteurs actifs (PCE actifs).

➢ **La modernisation des ouvrages de distribution (14,6 millions d'euros d'investissements) :**

- **Développement et densification des ouvrages (2 millions d'euros d'investissement) :**
  Extension de 15.583 mètres linéaires de canalisations, permettant d'alimenter 1.294 nouveaux points de comptage.
  Densification, avec la création de 1.015 points de comptage supplémentaires.